Numéro 30
Mars 2014
Publication «CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS

The Chambers Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

Il ne suffit pas d'un gouvernement

Mohamed Choucair

«Rien n'est plus fragile qu'un État fondé sur le consensus» *Machiavel*

Nous ne voulons en rien minimiser l'exploit que représente la formation d'un gouvernement après dix mois d'attente. Nous ne pouvons qu'admirer la sagesse et la perspicacité du Président de la République qui a voulu, et qui est parvenu, à assurer sa succession et à laisser son mandat en de bonnes mains. Nous ne pouvons qu'admirer la lucidité et la ténacité du Premier ministre, qui s'est révélé un homme d'État de grande envergure, tel que le Liban en a aujourd'hui besoin.

Le gouvernement sortant a passé dix mois à expédier les affaires courantes. Hérésie! Les affaires courantes devraient être le fait de l'administration. Le gouvernement est l'instrument de décision de la chose publique. La vie politique, économique, sociale et culturelle ne peut aller de l'avant quand l'État est incapable de décision. Il est légitime de penser que la situation dans laquelle se trouve le pays aujourd'hui est due à l'absence de gouvernement durant dix mois. Les choses ne pourront pas changer sans un pouvoir exécutif. Au prix de quoi!

Des chefs de partis, de clans, ont voulu expliquer à quoi ils ont résisté dix mois durant, dans l'intérêt des Libanais (sic !). Nous ne portons pas de jugement, mais notre reconnaissance va à ceux qui ont fait preuve de conciliation ou ont abandonné l'arène pour préserver le Liban. Nous pouvons faire simplement le bilan des problèmes auxquels un gouvernement doit maintenant s'atteler.

LA SÉCURITÉ EN PRIORITÉ

L'armée et les forces de l'ordre ont fait un travail remarquable. Jamais autant d'intelligence et de capacité n'ont été déployées pour protéger les citoyens. Les résultats sont remarquables. Cependant, si l'armée et les forces de sécurité peuvent, dans une certaine mesure, prévenir les effets ils ne peuvent agir sur les causes qui, souvent, se trouvent en dehors du Liban. Le gouvernement, lui, le peut. Il lui revient d'éteindre la mèche et de prévenir l'extension des conflits. Il peut surtout traiter les problèmes de fond et trouver un terrain d'entente, intérieur et extérieur. À plus long terme, le développement inclusif, qui ne laisse de côté aucune couche de la population, finira par pacifier le terrain.

LES RÉFUGIÉS SYRIENS

Évitons de reprendre les anciens clichés; tous les Libanais ont de la famille en Syrie, de proches amis ou encore des affaires. En plus de la réaction humaine que nous avons vis-à-vis de ce qui se passe, nous ressentons une peine viscérale qui ne laisse aucune place à l'indifférence. Plus d'un million de Syriens sont réfugiés en territoire libanais. Demander l'assistance de la communauté internationale est un droit, mais cela ne suffit pas. Il faut affronter le problème et lui apporter des solutions humaines et efficaces. Ce qui n'est pas encore le cas.

La population déplacée est composée de familles, de travailleurs et d'entrepreneurs. Les familles affrontent le gel sous les tentes. Les travailleurs, quand ils parviennent à trouver un emploi au noir, suscitent un tollé légitime du côté des Libanais qui se sentent menacés à l'idée de perdre le leur. Les entrepreneurs travaillent dans l'informel, et tout les engage à exporter leurs capitaux et leur technicité sous des cieux plus cléments.

LES JEUNES ET L'EMPLOI

Les jeunes au Liban ne choisissent pas le métier qu'ils aiment, et dans lequel ils peuvent briller, ils s'orientent vers les carrières qui les attendent dans les pays du Golfe. D'autres visent le Canada ou les États Unis. Seuls ceux qui sont certains de pouvoir assurer leur avenir au Liban restent. Économiquement, c'est une aberration. Le jeune universitaire a coûté à ses parents et à l'État au-delà de deux-cent-mille dollars avant de se présenter sur le marché du travail... à l'étranger. C'est un investissement sans retour, en dehors des miettes que les travailleurs à l'étranger envoient à leur famille.

Et pourtant le chômage n'est pas une fatalité de l'économie de marché. Bien au contraire, dans un système performant, la production fournit les moyens de son acquisition. L'absence de moyens est une aberration du système. Il faut en prendre conscience et avoir le courage de rétablir les grands équilibres. Il faut un gouvernement qui gouverne.

LE SECTEUR PRIVÉ

Des pans entiers de l'économie étaient entrain de choir. Le Liban, dont le Produit Intérieur Brut est essentiellement irrigué par le Tourisme, s'est retrouvé exsangue quand les problèmes sécuritaires ont réduit à néant le Tourisme et l'estivage. Il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir s'il était judicieux, au lendemain de l'indépendance, de favoriser le tertiaire, mais de rétablir dans les plus brefs délais les circuits touristiques écornés par certaines pratiques irresponsables, et surtout de redonner confiance à tous ceux, et ils sont nombreux, qui aiment venir au Liban.

L'ADMINISTRATION

Sur une population active de 1 223 000[1] résidents dont 1 124 000 travaillent, 235 000 sont à la charge du Budget national et des municipalités, soit 21% de la population. L'administration compte 7 000 postes vacants sur 15 000. L'État libanais fonctionne avec la moitié de ses effectifs. Il est évident que cela nuit à la performance des institutions étatiques. Si le nouveau gouvernement ne procède pas à la nomination des titulaires des postes essentiels, le pays ne connaîtra pas une performance normale.

Sur le plan des affaires, le benchmark est fourni par la Banque mondiale. Selon le rapport «Doing Business in Lebanon» en 2013, nous sommes passés de la 105ème à la 111ème place. Rien ne justifie cette misère si ce n'est l'attachement de l'administration libanaise à la bureaucratie, et l'immunité dont bénéficie le fonctionnaire du fait de son appartenance communautaire ou partisane.

Je crois que le gouvernement n'a pas le choix, il doit avoir confiance dans l'avenir et apporter de vraies solutions aux défis cités, hors des sentiers battus. La paix dépend de la prospérité et la prospérité de l'entente. Les jeunes ont besoin d'une politique d'emploi. L'assimilation du problème syrien verrait le Liban renforcé. Sur le plan technique, rien n'est plus simple que de passer de la 111ème à la 55ème position. Encore faut-il que les différents clans et partis ne fassent pas obstruction à cette volonté et que le ministère ait la capacité de trancher.

La déclaration ministérielle est le signe avant-coureur de l'engagement du nouveau gouvernement et des résultats que l'on peut espérer.

[1] Cf. Lebanon in figures page 11

INDEX

The United States in Economic Cooperation with the Chamber of Beirut & Mount Lebanon

CCIA-BML

P02. Echéances du nouveau gouvernement et défis politico-économiques du Liban de demain
P04. Fady Gemayel: Avec la mondialisation, notre défi est de devenir spécialistes dans un grand marché
P05. Céline Khoury, «Femme francophone entrepreneure de l'année» pour sa start-up Rollin'pen

FCCIAL

P06. Microcrédit ou comment aller au bout de l'entraide professionnelle sans distinction communautaire...
P08. Intensifier la mise en réseau des entreprises dans la zone Euromed
P09. Raphaël Debbané: Moderniser l'outil de production agricole
P10. Vers un nouvel épisode dans le feuilleton de l'émigration libanaise?
P11. «DSME»: PPP to shape «Dual» vocational training

P11. Lebanon in figures
P12. Audi Foundation's Background
P12. The Saeh Library in Tripoli – Beirut Hub Global Shapers Take Action
P12. MARE Project
P13. Georges N. Frem Foundation: the Lebanese NGO fostering sustainable Initiatives
P13. One Lebanon: A Call for Unity

CCIA-BML

P14. The United States in Economic Cooperation with the Chamber of Beirut & Mount Lebanon

P15. PRIME, a cooperation project aiming at fostering intergenerational learning in the goldsmith and gemology sector
P15. Upcoming Trainings at The Lebanese Training Center at the CCIA-BML
P15. Euromed Business Opportunities
P16. Talal Abou Ghazaleh: A Man for a Better Future
P18. HORECA
P19. Conferences, exhibitions & Business opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Echéances du nouveau gouvernement et défis politico-économiques du Liban de demain

Marilyne Jallad

ECONEWS en quête d'un programme de gouvernement qui permettrait de sortir les épines du pied des Libanais, a demandé conseil à ceux qui pouvaient enrichir le débat de leur réflexion et de leur expérience, les conseillers d'anciens Premiers Ministres qui ont marqué leur temps, notamment dans le domaine économique. L'histoire est un perpétuel recommencement, mais l'environnement géopolitique est rarement le même.

«Il est des circonstances exceptionnelles qui font que, dans certains pays, il y a des gouvernements d'union nationale. Ils sont justifiés en cas de danger national, notamment en temps de guerre, et nécessitent l'aval de tous comme ce fut le cas d'Israël en 1967», affirme Samir El Daher, conseiller économique de l'ancien Premier ministre Najib Mikati.

Aujourd'hui, quel type de gouvernement pourrait nous sortir de l'impasse politico-économique dans laquelle nous nous trouvons? «L'idée de constituer un gouvernement d'union nationale entre des partis et groupes aux visions totalement opposées, notamment sur la question syrienne et le Tribunal spécial pour le Liban est à l'origine des blocages actuels», assure Samir El Daher. Selon ce dernier, le nouveau gouvernement, formé après onze mois de vide politique, ne serait donc pas «en mesure de prendre des décisions et de se mettre d'accord». «S'il veut fonctionner, le gouvernement devra trouver un point d'entente sur les grands axes de la politique à suivre dans le conflit syrien, la sécurité, le rôle du secteur privé, l'économie ou encore les PPP», poursuit-il.

Pour sa part, Abdallah Atieh, ancien conseiller du Premier ministre Sélim Hoss défend l'idée d'un gouvernement dont la mission première serait de consolider les fondements mêmes de l'État et de faire appliquer le droit. «Un gouvernement dont la gouvernance est principalement orientée pour consolider les fondements élémentaires d'un État où chaque citoyen se sentirait égal en droit et en obligations» ajoute-t-il. L'économiste affirme aussi qu'«actuellement l'État Libanais est inexistant et qu'il n'y a ni justice ni sécurité sur l'ensemble du territoire».

«PROBLÈMES STRUCTURELS»

«Le gouvernement devra prendre des mesures importantes car des problèmes structurels découlent de notre constitution», précise Samir El Daher. Si, en 1926, l'objectif des pères de la Constitution libanaise était de créer des contre-pouvoirs, depuis l'indépendance du Liban en 1943, l'histoire politique a montré que ce système a abouti à «un dysfonctionnement et à une paralysie des décisions», indique Samir El Daher. «Aujourd'hui, le gouvernement est devenu une machine extrêmement lourde», assure-t-il. «Les limites de notre démocratie parlementaire résident dans le fait que normalement c'est une majorité qui gouverne. Or ce n'est pas le cas au Liban, ce qui fait que nous entrons dans des considérations épineuses de consensus», explique le conseiller. Samir El Daher dénonce «une contradiction et une incohérence». En effet, le gouvernement est désigné à la majorité absolue (la majorité plus un). Or les décisions du Conseil des ministres sont prises aux deux-tiers. «Ce qui est paradoxal, c'est qu'un simple tiers peut bloquer le cabinet; je ne suis donc pas surpris que nous aboutissions à cette situation», indique Samir El Daher.

«AVANT DE CHOISIR, IL FAUT EXISTER»

Entre crise économique, insécurité et vide politique, les Libanais sont exténués. Quelles solutions pour un apaisement social et pour leur redonner confiance?

> AUJOURD'HUI, LE GOUVERNEMENT EST DEVENU UNE MACHINE EXTRÊMEMENT LOURDE

«Il y a une chanson libanaise des frères Rahbani et de Fayrouz qui dit que «notre histoire est une histoire de voyages», note Abdallah Atieh. «Il est vrai que l'histoire du Libanais a toujours été mouvante», précise l'ancien conseiller de Sélim Hoss. Selon lui, «notre salut passe avant tout par la réussite d'un projet collectif qui jetterait les bases et les fondements sains pour la renaissance de l'État». «Avant de choisir, il faut exister, et pour exister notre salut est de bâtir cet État», poursuit-il.

OTAGES DE LA GÉOGRAPHIE ET DE LA CONJONCTURE

«Il y a un projet de guerre qui est en marche depuis 40 ans contre notre pays et cette guerre prend plusieurs visages économique, politique, sociale et militaire et nous devons l'affronter», souligne par ailleurs, Abdallah Atieh. «Il ne s'agit pas d'avoir un apaisement social mais nous avons besoin d'une paix sociale; et il n'y a pas de paix sociale sans projet social ni projet social sans un État conscient des besoins réels de sa position», poursuit-t-il.

L'autre question importante: que peut faire ce nouveau gouvernement dans une configuration régionale aussi critique? «L'histoire du Liban a été déterminée en grande partie par ce qui se passe en Syrie», souligne Samir El Daher. «Nous avons établi une politique de distanciation que nous avons maintenue jusqu'à la démission du gouvernement Mikati en mars 2013», ajoute le conseiller. «Or nos frontières avec la Syrie sont poreuses, comme en témoigne la participation de groupes libanais dans ce conflit», reconnaît-il. Cet enjeu conjoncturel «doit être maîtrisé par un consensus national», poursuit Samir El Daher.

«LE PREMIER PAS EST D'ÉTABLIR UN DIAGNOSTIC PRÉCIS»

Quid de la politique économique qui devrait être adoptée pour une relance. Une politique expansionniste risque-t-elle de creuser davantage le déficit? Abdallah Atieh dénonce «cette habitude que nous avons pris d'utiliser des concepts

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

politico-économiques qui ne coïncident pas avec la réalité du Liban». Il étaye son propos en citant «la politique de relance appliquée depuis plus de 20 ans, entendant par-là, que l'État dépense presque deux fois plus que ce qu'il ne collecte; et malgré toutes ces dépenses, il continu de souffrir d'infrastructures nécessaires au bon fonctionnement de l'économie». «Le premier pas à faire, si nous voulons vraiment bâtir sur des bases solides, est d'établir un diagnostic précis», estime-t-il. «À la lumière de ce diagnostic, il faudra ensuite proposer un programme d'infrastructures audacieux et orienté vers la création de richesses porteuses d'investissements pouvant potentiellement atteindre le quart du revenu national et cela signifie beaucoup d'efforts» affirme-t-il. Car «sans effort aucune société au monde ne peut se relever pour rattraper le temps perdu et absorber le gaspillage qui est le principal qualificatif de notre État» poursuit-il. Selon lui, le gouvernement devra aussi s'attaquer à une série de chantiers dont la conservation et l'amélioration de l'environnement, l'emploi des jeunes qualifiés (dont plus de la moitié émigre) et aussi préparer un avenir meilleur pour les générations futures.

«IL EST TEMPS DE PENSER À UN AUTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE»

De son coté, Samir El Daher rappelle: «Nous avons travaillé sur un programme de réformes économiques primordiales». «La situation économique actuelle est très difficile mais cela ne me surprend pas étant donné qu'il s'agit d'une économie composée à 80% de services», poursuit-il. «Celle-ci a montré ses limites car elle est précaire et tributaire de la sécurité et de la stabilité politique», ajoute Samir El Daher. Quant au tourisme, aux investissements et la consommation, ils ne peuvent que baisser en périodes de crise selon l'analyste, les gens préférant épargner. Le commerce pâtit également du conflit syrien, les routes étant encombrées ou bloquées. S'il admet que la possibilité d'une renaissance économique est particulièrement difficile dans cette conjoncture, Samir El Daher relève cependant que les taux de croissance restent «positifs» et que nous ne sommes «pas en récession». Mais indépendamment de la conjoncture, il est surtout temps, selon lui, de penser à «un autre modèle économique».

MISER SUR LES AVANTAGES COMPÉTITIFS DU LIBAN

> NOUS PROPOSONS UN MODÈLE ÉCONOMIQUE QUI PRENDRAIT EN COMPTE NOS AVANTAGES COMPÉTITIFS: NOTRE CAPITAL HUMAIN, FINANCIER ET GÉOGRAPHIQUE»

«Nous proposons un modèle économique qui prendrait en compte nos avantages compétitifs: notre capital humain, financier et géographique», assure le conseiller de Mikati. «Notre secteur privé a toujours été un moteur de la croissance au Liban, il s'agit à présent de redéfinir, ou de restreindre, le rôle de l'État», ajoute-t-il. «L'État se doit d'assurer le cadre légal et règlementaire aux activités de la nation, via un système efficace, sans corruption, en encourageant les partenariats publics-privés (PPP) et où les lois prennent moins de six ans pour être votées», poursuit le conseiller de Najib Mikati. Le Liban a par ailleurs des avantages géographique, climatique mais aussi stratégique, puisqu'il est situé au carrefour de trois continents. «Les possibilités sont nombreuses mais nous n'exploitons qu'un tiers de notre potentiel», déplore Samir El Daher. «Nous pouvons utiliser nos talents en développant les secteurs économiques rentables et à forte valeur ajoutée, en proposant par exemple «un tourisme médical»», suggère-t-il.

Autre rôle essentiel du gouvernement: assurer une protection et une couverture sociale aux citoyens. «Nous avons proposé une couverture médicale universelle à un coût très dérisoire, soit 1% du PIB, ainsi qu'une caisse de retraites pour les employés du secteur privé», indique Samir El Daher qui se dit par ailleurs favorable à «une décentralisation fiscale qui donnerait aux villes et aux municipalités une autonomie et un pouvoir légal de taxation».

Samir El Daher et Abdallah Atieh saluent tous deux la politique financière suivie par la Banque Du Liban. Alors que la BDL a réussi à maintenir un taux de change stable et presque fixe pour la monnaie nationale sur une très longue période, Abdallah Atieh assure «qu'en dépit du coût engendré, cet élément est positif car il permet de maintenir un pouvoir d'achat acceptable pour un pays importateur par excellence». Même son de cloche pour Samir El Daher qui estime que «notre système bancaire solide dispose de ressources financières grâce aux flux d'argent en provenance de la Diaspora». Un marché qu'il qualifie «de captif, relativement flexible et accueillant car il permet aux citoyens de diversifier leurs avoirs de les déposer dans nos banques». «Il ne faut pas oublier aussi que notre pays détient des avoirs bancaires qui représentent trois fois notre PIB», poursuit l'analyste.

IMPÉRATIF D'UN CONSENSUS NATIONAL SUR LES FONDAMENTAUX…

Nombre d'observateurs estiment que sans un règlement de la guerre en Syrie, le tourisme et les investissements ne pourront être relancés. Pour Abdallah Atieh «le secteur tertiaire est très important et participe à plus de 70% du PIB au Liban». «Notre économie étant l'une des plus ouvertes sur l'étranger, l'instabilité et la guerre ont des conséquences directes sur ce secteur», note l'analyste. Il a alors souhaité dans l'intérêt du Liban «que les malheurs qui frappent nos voisins arabes, Syrie et Irak, se dissipent le plus vite possible».

Samir El Daher affirme quant à lui que «la complexité de la situation au niveau local, régional avec une «nouvelle guerre froide» entre puissances régionales et internationales autour de la question syrienne, nécessite plus que jamais une cohésion politique au Liban et une entente nationale sur les enjeux fondamentaux: la situation, la position et l'avenir du Liban afin d'affronter tous ces défis».

…ET SUR LA QUESTION CRUCIALE DES RÉFUGIÉS SYRIENS

«La question des réfugiés syriens est un problème très complexe dont les dimensions sont à la fois humaine, politique, économique et sécuritaire», explique Abdallah Atieh.

Pour sa part, Samir El Daher considère que les conséquences de cet afflux risquent d'être «irréversibles». Selon lui, il est par ailleurs important de «différencier les réfugiés des ressortissants syriens». «Sur les un-million-trois-cent-mille ressortissants syriens qui seraient actuellement présents sur le territoire libanais, on compte trois cent mille ouvriers qui travaillaient au Liban avant la guerre dans le bâtiment», indique-t-il. «On compte également 10 à 12 000 familles de nantis qui sont arrivés au début des évènements et qui ne sont pas à la charge du Trésor libanais contrairement aux 900 000 réfugiés inscrits et recensés par le Haut-Commissariat des Réfugiés (UNHCR)», précise-t-il. «Ces nantis sont des agents économiques, affirme l'analyste, ils sont arrivés avec des ressources, leurs épargnes et leurs avoirs, et ont loué des appartements et des voitures». D'après Samir El Daher, la situation est problématique pour «les réfugiés qui consomment de l'électricité, vont dans nos écoles publiques et représentent une charge supplémentaire pour le Trésor, ce qui contribue ainsi à augmenter le déficit», assure-t-il. «Nous ne pouvons pas continuer comme ça, lance-t-il, sur une population de 4 millions, plus d'un quart sont syriens et près de 400 000 palestiniens».

Quelles solutions? «Contrôler nos frontières en faisant un tri entre émigration de guerre et émigration économique», propose-t-il. D'autre part, «appliquer une politique réfléchie quant aux prestations délivrées aux refugiées, les mêmes que pour les Libanais». Le gouvernement devra répondre à cette question, avertit Samir El Daher. «Nous avons une responsabilité humaine et morale avec une nécessité d'accorder un «package» de services consistants qui puisse répondre à leurs besoins en termes de santé, d'éducation et de survie tout en réfléchissant au cadre de leur logement. «Cette question nécessite «un véritable consensus national», conclut-t-il. Abdallah Atieh propose enfin d'étudier «les propositions qui ont été soumises dans les différents congrès pour appliquer une politique volontariste dans l'intérêt des deux parties, tout en exigeant une aide de la Communauté internationale car cette question est un grand défi pour le Liban qu'il faut affronter avec courage et clairvoyance».

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Fady Gemayel: Avec la mondialisation, notre défi est de devenir spécialistes dans un grand marché

C'est avec beaucoup d'humilité que Fady Gemayel, industriel respecté et apprécié de tous, revient sur son programme de candidat à la présidence de l'Association des industriels libanais (AIL). Un homme foisonnant d'idées et d'endurance pour mener l'industrie libanaise au sommet.

Vous venez d'officialiser votre candidature à la présidence de l'Association des industriels libanais (AIL). On a eu le sentiment qu'elle était attendue par tout le monde. À quoi attribuez-vous cette quasi-unanimité?

Si c'est l'impression que je donne, je suis touché. Je porte des valeurs et si les gens les voient et les partagent, j'en suis heureux! De mon parcours, on connaît surtout mon cheminement professionnel. J'ai aussi donné au secteur public puisque je fus président du Syndicat des Propriétaires de l'Industrie de l'Emballage (SOPIL) durant de longues années, membre du Conseil d'administration de l'Association des industriels libanais en charge des jeunes industriels ainsi que membre du Comité de pilotage du programme Euro-Lebanese Center for Industrial Modernisation (ELCIM). J'ai également présidé la Fédération de l'Association des Industriels du carton arabes. Mais je m'arrête là, car je suis de nature discrète!

Si on soutient ma candidature, c'est sans doute parce-que j'ai toujours été rassembleur, j'encourage les équipes et les initiatives tout en proposant des solutions. «Liban Pack» illustre cet engagement. Dès 2011, dans un contexte économique difficile, j'ai proposé plusieurs mesures de relance et de libanisation de l'économie, dont l'injection de liquidités dans le système économique. La Banque du Liban l'a récemment fait en injectant 1,4 milliards de dollars. Celle-ci a toujours agi pour le bien de toute l'économie libanaise.

Il est rare qu'un président d'association au Liban se contente d'un mandat. Neemat Frem vous a apporté de gaieté de cœur son soutien inconditionnel.

Je suis très fier du soutien que m'accorde Neemat Frem, qui est issu de la plus grande famille industrielle du Liban et porte très haut le flambeau de l'ensemble du secteur.

Avec Pierre Gemayel, ancien ministre martyr de l'Industrie, et les jeunes industriels, vous avez lancé en 2005, un Programme de développement industriel à l'Institut de Recherche Industrielle. Est-il au menu de votre programme électoral?

Lorsque j'étais président de la Commission des jeunes industriels à l'AIL, nous avons fait des études sur l'industrie, son rôle et son impact sur l'économie, et les obstacles à son développement. Le ministre de l'Industrie, Pierre Gemayel, dont j'étais à l'époque le conseiller, avait entrepris de consulter plusieurs composantes de la communauté industrielle, des industriels, syndicats jusqu'aux associations. Avec les jeunes industriels, ils ont lancé ce programme avec les slogans «Tu aimes le Liban, aime son industrie» et «L'Industrie appartient aux jeunes libanais 2010». Ce programme visionnaire proposait notamment une analyse concrète de l'économie libanaise et de son histoire ainsi qu'une étude comparative avec notamment les économies irlandaise et jordanienne qui ont fait leurs preuves. Pour la première fois au Liban, un programme de ministre comprenait des mesures à court, moyen et long-terme ainsi qu'une feuille de route industrielle et de relance globale de l'économie. Cette stratégie avait pour objectif de doubler le revenu par habitant en cinq ans. Au menu aussi: les actions à adopter par entreprise sectorielle pour se redécouvrir et affronter les bouleversements. En tant qu'industriels, nous avons travaillé en temps de guerre. C'est de là, vient notre force et endurance car nous étions généralistes dans un petit marché. Avec l'avènement de la mondialisation notre défi est de devenir spécialistes dans un grand marché.

Quels sont les principaux axes de votre programme électoral?

J'ai toujours insisté sur les avantages compétitifs du Liban et affirmé qu'il faut miser dessus. Au-delà des richesses financières, nous disposons en effet de 160 milliards d'actifs, ce qui représente 3 fois et demi notre PIB. Notre capital humain est lui aussi très riche qu'il s'agisse des hommes d'affaires, de la diaspora, des médias, des étudiants ou des jeunes professionnels. Il existe aussi beaucoup de PME rassurantes, flexibles et humaines, de même que des entreprises familiales endurantes avec un souci de pérennité et une vision à long-terme. De plus, l'encouragement de la recherche industrielle constitue un réel facteur de croissance. Aux États-Unis, par exemple, les universités sont localisées à proximité des grandes entreprises. C'est le cas de la Silicon valley qui abrite les universités de Berkeley et de Stanford. En effet, ce dont je suis le plus fier, c'est d'avoir des entreprises où plus de 25% des effectifs ont un cursus universitaire et/ou une formation technique.

Mon programme comprend deux axes principaux: éliminer les contraintes et les problèmes du secteur industriel, mais aussi promouvoir et renforcer les outils de croissance et de développement. Certains secteurs souffrent d'une très forte incidence du coût d'énergie qui peut atteindre jusqu'à 30% du prix de vente alors qu'un taux normal serait de 5,8%. Des industries de recyclage, de textile et de verre modernes et à la pointe de la technologie sont aussi touchées par ce problème. Dans la perspective de l'exploitation des gisements de gaz découverts au large du Liban, il serait dommage de perdre ces entreprises traditionnelles qui ont toutes leur raison d'être. La concurrence illégale et le «dumping» engendrés par le conflit syrien posent également problème. Mais malgré tout, notre industrie se porte bien et reste résiliente.

Le développement de l'industrie libanaise et les PME constituent le deuxième axe de mon programme. Il s'agira de proposer des initiatives de tronc commun pour favoriser aux entreprises, notamment familiales, l'accès aux capitaux pour plus de pérennité. L'industriel libanais, malgré tous les aléas, s'est maintenu et est un partenaire privilégié de cette mondialisation et de ces entreprises étrangères qui représentent un créneau prometteur. Nos industries ont fait leur baptême de feu et ont un rôle rayonnant à jouer dans la région. Nous souhaitons que l'IRI devienne partenaire de l'AIL pour accompagner annuellement 25 entreprises aux niveaux des technologies, de la recherche et de la gestion, afin de leur attribuer le certificat ISO et de poursuivre le travail effectué par Neemat Frem au niveau du développement des zones industrielles. Le Liban est appelé à découvrir de nouveaux marchés et à mettre en synergie la diaspora libanaise.

Le Liban a opté pour la primauté des services depuis l'indépendance. Une décision fructueuse sur le plan de la rentabilité, mais qui s'est révélée catastrophique depuis le boycott touristique. Des voix réclament le rééquilibrage des sources de revenus. Est-ce encore possible?

Dans une note de recherche que j'ai préparé pour l'Université de Georgetown sur «L'expérience libanaise d'avant 1975», on constate que nous avions le taux de richesse le plus fort au monde avec un de taux de monétisation de 1,3, alors que celui des États-Unis était de ·97, des flux pétroliers et 5% à 6% de taux de croissance. Or ces disponibilités financières n'ont pas créé de réelle croissance car elles n'étaient pas suffisamment canalisées vers des secteurs productifs. Notre objectif est de montrer aux dirigeants qu'avoir 3 fois notre PIB, des ressources financières et un capital humain nous permettra d'aller de l'avant. Malgré notre libéralisme, il faudra réformer, avoir une politique économique de relance et de développement de tous les secteurs tout en cherchant à ce que celui des services continue de fleurir. Il faudra aussi les convaincre de converger tous ensemble pour ôter ces freins qui entravent certains de nos secteurs.

Fady Gemayel

Au Liban, certains facteurs de production, comme les coûts d'énergie, échappent à tout contrôle. Dans le rapport «Doing Business in Lebanon» 2014, le Liban arrive à la 111ème place...

Il faut créer un fonds de 30 millions de dollars pour les industries souffrants des coûts d'énergie et considérer cette dépense comme un investissement qui relancera les secteurs et recréera une dynamique. Il est primordial d'aider les entreprises à continuer. Quant à l'indicateur «Doing Business», il est très important d'être partenaires avec ces grands groupes internationaux.

Vous avez vu vos usines bruler en temps de guerre et de paix. Vous n'avez pensé qu'à une chose: reconstruire. On vous a retrouvé à chaque fois plus fort et plus décidé qu'avant.

Ce que nous avons fait a été fait par plusieurs autres industries libanaises. C'est pourquoi nous croyons fermement que nous devons avoir confiance en nous-mêmes et en nos capacités et avoir le courage d'aller toujours de l'avant.

Le nouveau gouvernement sera fortement préoccupé par la dette publique, au moment où toute action positive en faveur de l'industrie et/ou de l'économie en général, passe par davantage d'investissements. Pouvez-vous les convaincre que dans le public, comme vous l'avez fait dans le privé, il faut d'abord investir?

Le gouvernement doit avoir une vision et une politique économique sur du long-terme avec plus d'investissements dans l'infrastructure. Je suis de ceux qui pensent que c'est au secteur privé d'investir et que le rôle de l'État est d'assurer une législation, un cadre règlementaire pour accompagner ces investissements. Ces coûts doivent être considérés par l'État comme des investissements qui seront absorbés par la croissance. Et nous allons l'en convaincre.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

Céline Khoury, élue «Femme francophone entrepreneure de l'année» pour sa start-up Rollin'pen

Dans un pays où l'initiative privée est reine, un concours organisé pour la deuxième année consécutive par Berytech, en partenariat avec l'Agence universitaire de la francophonie et la We Initiative de la BLC Bank, récompense les jeunes femmes entrepreneures.

Céline Khoury, qui a longtemps travaillé dans l'univers de l'édition, vient d'être désignée «Femme francophone entrepreneure de l'année» pour son entreprise Rollin'pen. Une start-up dynamique qui a débuté ses activités en janvier 2013.

Rollin'pen mise sur une expansion à travers Internet et assure un service d'écriture trilingue comprenant de la rédaction, de la traduction, des réécritures de textes littéraires et/ou professionnels, ce qui lui permet de se démarquer. «Rollin'pen ou tourner le crayon jusqu'à trouver la bonne formule, le bon mot», c'est ainsi que la jeune entrepreneur définit la mission de sa société.

Que vous soyez un professionnel ou un particulier, le service éditorial proposé en arabe, français et anglais est à votre service. «Notre spécificité et notre force est justement de nous adapter à tout type de

Céline Khoury

langage et jargon professionnel et d'avoir des rédacteurs dont la langue maternelle est la langue dans laquelle ils travaillent», affirme Céline Khoury. «Il ne suffit pas d'être bon dans une langue, encore faut-il s'imprégner de la culture et de l'univers de cette langue», explique-t-elle.

Dans un pays où l'État est quasiment absent pour venir en aide aux jeunes entrepreneurs, Céline Khoury assure qu'«il faut beaucoup persévérer car l'idée seule ne suffit pas, il faut mettre les efforts nécessaires pour ne pas baisser les bras». Elle se dit en tout cas ravie d'avoir participé à ce concours, un accélérateur qui lui a permis d'obtenir une visibilité et un accompagnement. Sans oublier bien entendu une somme d'argent.

À noter également que les deux prix sont assortis d'une incubation de six mois dans les services du centre Berytech pour accompagner le développement de l'entreprise dans tous ses aspects: juridique, économique et commercial. Le second prix revient à Dunia El Khoury pour son projet d'entreprise familiale de vente de produits à base d'huile de Carthame. La société est logée dans les locaux de l'ONG Women's Association of Deir el Ahmar.

Pour plus d'infos contacter:
info@rollinpen.com
Site Web: www.rollinpen.com

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Microcrédit ou comment aller au bout de l'entraide professionnelle sans distinctions communautaires...

Nombre d'habitants du Grand-Beyrouth et/ou des zones défavorisées du Liban n'ont pas le «luxe» d'obtenir des prêts bancaires. Pour ces derniers, le microcrédit proposé par des organisations non gouvernementales est d'un recours précieux. Plongeons dans les univers de deux ONG qui militent en faveur de l'essor des plus démunis.

AL MAJMOUA: HISTOIRE ET OBJECTIFS

L'Association libanaise pour le développement, Al Majmoua, est une ONG indépendante, apolitique et laïque. Créée en 1994, elle est l'un des principaux acteurs du microcrédit au Liban et propose des services financiers et non financiers. Son activité principale: fournir des produits de microcrédit adaptés à des personnes ayant peu/ou pas d'accès aux institutions financières de type bancaire pour leur assurer un revenu régulier. Car avec des capitaux de départ limités, et souvent aucune garantie, ces micro-entrepreneurs ont beaucoup de difficultés à accéder aux banques commerciales. Cette ONG représente un partenaire fiable dont le but est de faire en sorte que l'accès aux services financiers soit un droit et non un luxe.

Al Majmoua fournit des formations en gestion d'entreprise, éducation financière, diagnostic d'entreprise, mise en réseau, contrôle qualité des produits d'artisanat et de transformation alimentaire, appui à la commercialisation et organise des sessions sur les droits économiques des femmes, la confiance en soi et la gestion du budget des ménages.

«En 1999, nous étions une vingtaine d'employés pour un peu moins de 2 000 clients actifs. Aujourd'hui, nous comptons 250 employés au service de 44 000 clients actifs», précise Alia Farhat, directrice des Ressources humaines et des Services non financiers. «Les services non financiers proposés sont des services d'accompagnement et concernent en priorité les femmes et les jeunes», poursuit-elle. Ces services comportent entre autre une éducation financière, des conseils au développement de la micro-entreprise, des formations professionnelles, des séances de sensibilisation sur l'«empowerment» et les droits économiques.

L'AEP OU COMMENT MONSEIGNEUR GRÉGOIRE HADDAD A MOBILISÉ LA SOCIÉTÉ CIVILE EN PLEINE GUERRE DU LIBAN...

L'Association d'entraide professionnelle a été créée en 1984 en pleine guerre à l'initiative de Monseigneur Grégoire Haddad et de quelques hommes d'affaires bénévoles. «Ils ont commencé par accorder des petits prêts à des petits porteurs de projets à Beyrouth, start-ups et PME, car ils ont considéré qu'une assistance financière n'était pas suffisante», raconte Lena Sayad, directrice de l'AEP. «Lorsqu'on a une canne à pêche, il est préférable de savoir s'en servir pour pêcher», poursuit la jeune femme. Cette association a vu le jour à une période où tout était détruit. Son objectif de l'association est de répondre aux besoins des professionnels et de les accompagner financièrement et humainement pour leur apprendre à affronter les problèmes. L'AEP est aujourd'hui présente sur tout le territoire: Grand Beyrouth, Koura, Tripoli, Batroun, Jbeil, Kesrouan, Saida et ses alentours, la Békaa Nord, et Zahlé... «Notre équipe comprend douze salariés ainsi que des bénévoles régionaux», indique la directrice.

> LE «PLAN WOMEN» A POUR BUT DE RENFORCER LEURS CAPACITÉS DE LEADERSHIP ET L'ESPRIT DE NÉGOCIATION.

Des programmes gratuits sont dédiés spécifiquement aux jeunes et aux femmes dans les différentes régions. Le «Plan Women» a pour but de renforcer leurs capacités de leadership et l'esprit de négociation. Des séances de sensibilisation incluent des notions de communication ou encore de comptabilité. «Nous avons réuni une centaine de femmes à la Bekaa dans ce but, souvent à l'ombre de leur mari», ajoute-t-elle. L'association informe aussi les agriculteurs sur les dangers des pesticides et la culture bio et dispense des cours de marketing pour aider les exploitants à écouler leurs produits.

Tout comme l'AEP, Al Majmoua est active sur tout le territoire libanais et dans les camps palestiniens, à travers un réseau de 23 branches*.

QUELS TYPES DE MICROCRÉDITS ACCORDE AL MAJMOUA ET À QUELLES CONDITIONS?

Depuis 1994, Al Majmoua a déboursé plus de 260 000 prêts pour un montant total de 287 millions de dollars, et a offert des services non financiers à plus de 15 000 femmes. Elle rassemble actuellement 44 000 bénéficiaires actifs dont 52% de femmes.

«Nous accordons des prêts de groupe où plusieurs femmes prennent un prêt ensemble, chacune se constituant garant pour l'autre en cas de défaut de paiement», précise Alia Farhat. L'association propose également plusieurs types de prêts individuels: prêts d'entreprises, prêts à l'amélioration de l'habitat, prêts saisonniers, prêts à destination des employés ou des PME. Ces prêts sont accessibles à toute personne résidant légalement sur le territoire libanais, sans distinction de

nationalité. Si l'obtention d'un microcrédit varie en fonction du type de prêt demandé, certains critères sont communs à tous les emprunts. Les demandeurs doivent être âgés entre 18 et 64 ans, être en mesure de formuler un motif précis pour l'obtention du prêt et justifier de leur capacité à rembourser. «Nous veillons à ce que personne ne se retrouve en situation de sur-crédit, notre objectif étant d'avoir un impact positif sur la vie du bénéficiaire», assure Alia Farhat.

ET POUR L'AEP?

«Pour obtenir un prêt il faut avoir déjà eu une expérience professionnelle», indique Lena Sayad. «Nous devons aussi être certains de l'existence du projet, précise-t-elle, nos officiers de crédits font une visite de terrain sur le lieu éventuel d'ouverture et étudient la rentabilité du projet dans le but de mener cette entreprise à la réussite». Si l'officier régional de crédit et les bénévoles donnent leur feu vert, la direction de l'AEP approuve alors généralement la demande de prêt» ajoute-t-elle. L'AEP propose deux types de prêts: l'un s'élève à 5 000 dollars, l'autre à 7 500 dollars.

suite à la page 7

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

suite de la page 6

L'association retient 10% de taux d'intérêts pour les frais de dossiers et l'étude de faisabilité effectuée en collaboration avec KAFALAT. «Nous sommes flexibles pour les remboursements avec signatures de traites mensuelles ou saisonnières, nous travaillons au cas par cas avec des périodes de grâce accordées jusqu'à ce que le projet devienne rentable», ajoute la directrice d'AEP. «Nous accompagnons l'emprunteur de A à Z, avec des visites mensuelles de l'officier de crédit, jusqu'à ce qu'il devienne bancable». L'AEP a le support financier de l'Union européenne, d'USAID et de donateurs privés.

> LE MARCHÉ LIBANAIS RENFERME UN POTENTIEL INEXPLOITÉ DE RICHESSE ÉCONOMIQUE: LES PME

ET QU'ATTENDENT-ILS DE NOS DIRIGEANTS?

«Nous n'avons pas de revendications à proprement parler», affirme Alia Farhat. «En tant qu'acteur clef du développement économique des micros et petites entreprises qui représentent une part prépondérante de l'économie libanaise, nous souhaiterions toutefois que l'État joue un rôle plus affirmé dans le combat contre la pauvreté», lance-t-elle. «Les dirigeants doivent considérer le microcrédit comme un outil important du développement économique d'un pays en voie de développement et faciliter le travail du Fonds monétaire international (FMI) par l'adoption de législations appropriées. Cela représenterait une avancée majeur pour le secteur de la microfinance au Liban», conclut Alia Farhat.

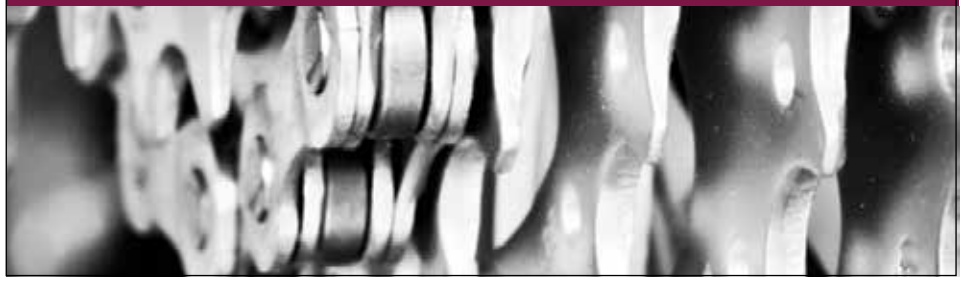
* branches dans le Gouvernorat de Beirut (Tayouneh, Barbir, Dora et Dahieh), 5 branches dans le Gouvernorat du Mont Liban (Choueifat, Aley, Bayssour, Chouf et Qornayel), 4 branches dans le Gouvernorat du Sud (Saida, Ain El Helweh, Tyre et Qana), 3 branches dans le Gouvernorat de Nabatieh (Nabatieh, Bint Jbeil et Marjayoun), 5 branches dans le Gouvernorat de la Bekaa (Ferzol, Chtaura, Jeb Jeninne, Baalback et Al Ain/Hermel) et 2 branches dans le Gouvernorat du Nord (Anfeh et Tripoli).

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:
• The main economic lobbying group in Lebanon
• A versatile service provider
• The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | email: fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**



IRI
معهد البحوث الصناعية
INDUSTRIAL RESEARCH INSTITUTE
INSTITUT DE RECHERCHE INDUSTRIELLE

Your Health
Your Safety
Your Investments
Our Concern

IRI Building • Lebanese University Campus • Hadath (Baabda)
P.O. BOX 11-2806 Beirut - L ebanon • Tel / Fax: +961 (5) 467831

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Intensifier la mise en réseau des entreprises dans la zone Euromed

La DG Industrie de la Commission Européenne se réunit à Bruxelles

La DG Industrie de la Commission Européenne a récemment tenu à Bruxelles une réunion pour un échange de vues sur les orientations stratégiques de la future coopération industrielle dans la zone Euromed et le programme de travail à mettre en œuvre en 2014-2015.

Cette 9ème réunion s'est tenue le 19 février dernier à Bruxelles et a rassemblé les ministres de l'Industrie des États membres de l'Union pour la Méditerranée ainsi que les représentants des autorités publiques, associations d'entreprises et organisations internationales. Était aussi au rendez-vous, Mohamed Choucair, président de l'ASCAME et de la Chambre de commerce de Beyrouth.

AMÉLIORER LE CLIMAT DES AFFAIRES

Objectif: améliorer le climat des affaires dans la région euro-méditerranéenne et promouvoir l'entrepreneuriat et le développement des petites et moyennes entreprises (PME) en se fondant sur le Small Business Act européen. Tout en encourageant les PME à innover, à exporter, à travailler en réseau, à internationaliser et à créer un grand marché «pan-euro-méditerranéen» pour les produits industriels. Mais aussi à instaurer des dialogues et échanger de bonnes pratiques dans les secteurs d'intérêt communs, tels que l'industrie du textile, de l'habillement et l'industrie de la création.

À cette occasion, les ministres de l'Industrie de la zone euro-méditerranéenne ont approuvé des mesures en ce sens. Ces dernières ont été noircies dans une déclaration ministérielle conjointe et un programme de travail pour 2014–2015 sur la coopération industrielle euro-méditerranéenne.

La déclaration appelle notamment à:

1. Poursuivre la mise en œuvre de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise et la réconciliation avec le Small Business Act pour l'Europe, en tenant compte des conclusions et des recommandations de l'évaluation de 2013 concernant la mise en œuvre de la Charte et du Small Business Act pour l'Europe, ce qui suppose une formation à l'échelon régional et local ainsi que l'optimisation et la mise en synergie de l'appui financier et de l'assistance technique fournis par l'Union et d'autres donateurs;

2. Intensifier la mise en réseau des entreprises et des services de soutien aux entreprises dans la zone Euromed, qu'elles soient membres de l'Union ou non;

3. Poursuivre la création d'un grand marché industriel euro-méditerranéen, ce qui comprend la préparation et la négociation des accords sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels;

4. Instaurer des dialogues dans les domaines d'intérêt communs, tels que le dialogue sur l'avenir du secteur du textile et de l'habillement, qui célébrera son dixième anniversaire avec une conférence sur l'innovation, les 24 et 25 mars 2014, et échanger les meilleures pratiques (par exemple la formation de groupements dans les secteurs de l'industrie de la création).

OBJECTIFS COMMUNS

Cette réunion ministérielle était coprésidée par Antonio Tajani, vice-président de la Commission européenne et commissaire en charge de l'Industrie et l'Entrepreneuriat, et par Al-Halawany, ministre jordanien de l'Industrie et du Commerce.

«À une époque de profonds changements et d'immenses défis économiques pour la région méditerranéenne, il est urgent d'unir nos forces, de partager les expériences et les meilleures pratiques, et de renforcer notre détermination pour s'attaquer aux problèmes urgents qui sont essentiels pour l'avenir de notre peuple», a déclaré Štefan Füle, commissaire européen à l'élargissement.

À l'issue de cette rencontre, les participants sont tombés d'accord pour dire qu'il existe un objectif commun pour la mise en place de conditions favorables à une mobilisation collective et effective qui aidera la région euro-méditerranéenne à surmonter les défis du développement durable et assurer des conditions de vie décentes aux populations locales. Ils ont par ailleurs mis l'accent sur la nécessité de poursuivre les efforts en ce sens.

Les ministres de l'Industrie des pays euro-méditerranéens se réunissent en principe tous les deux ans pour dresser le bilan des progrès accomplis et définir les priorités pour les années à venir. Notons enfin que la 8ème réunion s'était tenue à Malte, les 11 et 12 mai 2011. Les ministres avaient alors adopté un programme de travail pour l'année 2011-2012.

L'intervention de Mohamed Choucair sur le point de vue du secteur privé et la coopération industrielle dans la région Euromed

Mohamed Choucair, le président de l'Association des Chambres de Commerce et d'Agriculture de la Méditerranée (ASCAME) et de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a participé à cette 9ème réunion; «Le secteur public et le secteur privé doivent concourir à la formation d'un bloc économique capable de valoriser la région dans les relations économiques globales. C'est de ce cadre que découle une stratégie régionale qui interpelle l'action», a déclaré Mohamed Choucair au cours de son allocution.

Il s'est également arrêté sur l'importance de l'investissement dans la région méditerranéenne, condition sine qua non de la croissance. Une région qui «a eu son lot de répercussions suite à la crise mondiale et surtout des troubles sécuritaires qui ont suivi le Printemps arabe». «Les pays émergents de la région qui connaissaient une croissance solide de 7 à 8% l'année se sont retrouvés parfois largement déficitaires, et en tous cas privés de la manne des investissements étrangers», a-t-il ajouté. Il a aussi demandé un soutien plus accru des agences de garanti des investissements dans les pays émergents pour permettre le maintien des investissements, de l'emploi et de la croissance dans l'ensemble de cette région. Dans cet objectif, il a proposé «la création d'un fonds pour faciliter l'accès de la TPE/PME à l'assurance investissement».

La région a toutefois une stabilité monétaire, fiscale et financière. «Cependant, tant que les monnaies locales ne disposent pas d'un référentiel solide, elles demeurent sujettes à des variations nuisibles à l'économie, et permettent difficilement une politique monétaire active», a-t-il par ailleurs souligné.

Quant à l'accès au marché euro-méditerranéen, troisième axe de son discours, «il est notoire que ce marché n'accorde que des miettes aux pays du Sud, inondés par les blocs géants, et en grande partie hermétique à la TPE/PME, a-t-il déploré, ajoutant que la région ne peut se développer dans ces conditions». «Améliorer la productivité, adopter les standards, entreprendre un marketing tous azimuts ne présente rien de nouveau. Il faut considérer ce qu'il faudrait faire pour dépasser ces handicaps», a-t-il ajouté. «Le certificat de conformité et l'accréditation doivent être autant le fait du pays importateur que du pays producteur. Ce ne sont pas les «standards» qui font défaut dans les pays du Sud, mais le moyen de les démontrer».

«Le chômage est un mal endémique dans la région, mais plus grave encore, le ratio de la population active sur la population en âge de travailler». En période normale, le taux moyen de chômage se situe au-delà de 14% et la population active autour de 45%. Ce taux, extrêmement bas, reflète la faible contribution des femmes par manque d'opportunités de travail. «Il est impératif qu'une politique d'investissement améliore graduellement les deux chiffres jusqu'à réduction du chômage de moitié, et élévation de l'emploi à 60% (la recommandation de Lisbonne avait placé l'objectif européen à 70%)», a poursuivi Mohamed Choucair. Il est évident que cette politique doit pouvoir compter sur les progrès réalisés quant à l'accès au marché. «Cette stratégie globale a donné lieu à un grand nombre de dispositions consignées dans les travaux du Groupe Industrie auquel l'ASCAME participe activement, et qu'il y aurait lieu de mettre en application le plus tôt possible», a conclu le président de la Chambre.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Raphaël Debbané: Moderniser l'outil de production agricole

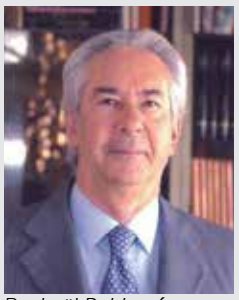
État des lieux du secteur agricole avec Raphaël Debbané, président du Comité agricole de la Fédération des chambres de commerce du Liban.

Cette année encore, le Liban a exposé son savoir-faire agricole lors de l'incontournable manifestation Fruit Logistica de Berlin.

À la Fédération des chambres, nous mettons un point d'honneur à participer aux plus importantes foires agricoles du monde. Cette année, nous en avons sélectionnées quatre, en coordination avec Idal et le ministère de l'Agriculture. En tête de liste, Fruit Logistica, incontournable manifestation du commerce international de fruits et légumes, qui s'est déroulée du 5 au 7 février dernier. À Berlin, elle a rassemblé plus de 2 600 exposants venus de 84 pays et plus de 60 000 visiteurs professionnels issus d'une centaine de pays. Une occasion de rencontres d'affaires entre importateurs et exportateurs, distributeurs, spécialistes de l'emballage et du transport ainsi qu'avec les institutions d'appui aux professionnels du secteur. L'objectif est aussi de s'informer des dernières tendances et des défis actuels de la branche agricole mondiale.

La délégation libanaise que j'ai présidée avec Charles Zarzour, directeur du département Quarantaine du ministère de l'Agriculture, était composée d'une cinquantaine de personnes. Elle comprenait des représentants du Comité agricole et de la Fédération des chambres, neuf sociétés spécialisées en intrants agricoles, vingt exportateurs ainsi qu'une compagnie de transport maritime. Le soutien d'Idal et de l'Ambassade du Liban à Berlin, et en particulier de son ambassadeur, Moustapha Adib, a favorisé le développement continu et durable des exportations libanaises ainsi que la promotion de nos produits sur les marchés extérieurs. Un Liban agricole mis en valeur avec un nombre croissant de Libanais cette année et un pavillon indépendant de 120 mètres carrés au design à la fois beau et fonctionnel qui ne désemplissait pas.

Quel est votre bilan économico-agricole pour 2013?


Raphaël Debbané

Un bilan très positif: les agriculteurs ont eu une bonne année, surtout les cultivateurs de pommes de terre en raison de l'absence de concurrence en provenance de Syrie. Cela ne veut pas pour autant dire qu'il faut dormir sur nos lauriers. À l'avenir, nous devrons être très attentifs pour nous préparer au retour de cette concurrence. Les agriculteurs, malgré leurs réserves, doivent se préparer aussi à une meilleure logistique pour les exportations car notre secteur a beaucoup d'handicaps avec des problèmes d'exportations terrestres ainsi qu'une qualité désuète de camions et de frigos. Pour y remédier, nous faisons souvent appel à des camions plus modernes venant notamment du Koweït. Un effort doit être fait pour moderniser notre flotte terrestre et profiter de l'avantage de pouvoir acheminer les marchandises par camion en très peu de jours. Le transport maritime reste plus couteux et beaucoup plus long - il faut parfois compter près de trois semaines pour atteindre les pays du Golfe - même si les nouveaux bateaux et porte-conteneurs sont plus rapides qu'auparavant.

La CMA-CGM a-t-elle fait un geste pour atténuer les répercussions de la crise des moyens terrestres sur les exportateurs?

Oui, la société de Jacques Saadé offre un maximum de facilités aux exportateurs libanais. Par exemple, il y a trois ans, le secteur a souffert d'une pénurie de conteneurs frigorifiques en raison de la situation en Syrie et du blocage des principaux axes routiers. Les sociétés de porte-conteneurs, la CMA-CGM en tête, se sont très vite adaptées à la demande en mettant à disposition des exportateurs une quantité très importante de conteneurs frigorifiques. Le Port de Beyrouth a également rapidement réagi en termes de logistique, en particulier d'installations électriques, pour s'adapter à la nouvelle demande.

Le Comité agricole de la Fédération des chambres de commerce a eu une solide collaboration avec le ministre sortant de l'Agriculture. Cette collaboration va-t-elle se poursuivre avec son successeur, Akram Chehayeb?

Le travail effectué par Ali Hajj-Hassan Khalil était colossal et sérieux et notre collaboration avec son directeur général, Louis Lahoud, était très efficace. Nous ne sommes pas inquiet car il reste en place et prendra la relève avec dynamisme et bonne volonté avec Akram Chehayeb comme nouveau ministre. Ils relèveront les défis.

Quels axes de travail doivent être définis pour un meilleur développement?

Il faudra impérativement moderniser l'outil de production au niveau des variétés phytosanitaires, surtout si nous souhaitons augmenter nos exportations vers le marché européen. L'agriculteur libanais devra le plus sérieusement possible s'adapter aux normes imposées. Le département agricole de la Fédération des chambres et la CCIA-BML ont accompli un excellent travail avec le développement de l'outil de traçabilité, primordial pour les importateurs européens qui exigent de connaître l'historique et la spécificité des produits que nous désirons exporter. Et nous constatons un éveil croissant au Liban sur cette question.

D'autre part, le comité a planché sur une sensibilisation quant à la qualité de la production. Car une bonne traçabilité ne suffit pas pour avoir une production de qualité. De nouvelles variétés de fruits pour attirer les acheteurs étrangers sont un must. Pour cela, il faut aussi miser sur l'emballage, en souhaitant que l'agriculteur libanais prenne conscience de l'importance d'un packaging impeccable.

Tour d'horizon de l'avenir agricole.

Nous sommes sur une meilleure voie avec des variétés renouvelées, et ce, grâce à un travail en profondeur accompli par le ministère sortant de l'Agriculture qui a réuni des groupes de travail par culture pour identifier leurs problèmes y compris les variétés. Je pense que le nouveau ministre devra poursuivre ce travail en proposant un plan quinquennal de renouvèlement des variétés de fruits en particulier. Car pour les légumes, il suffit d'apporter une nouvelle semence et dans l'année vous obtenez une nouvelle variété prête à la vente; quant aux arbres fruitiers, ils ont besoin de nombreuses années, un plan de longue haleine qu'il faut relever. Car de nouvelles variétés d'agrumes nous permettraient de faire des économies et d'utiliser l'argent des subventions qui ne sera plus nécessaire dans un marketing extrêmement important à l'étranger.

Autre enjeu, le Liban doit avoir des attachés commerciaux efficaces dans ses ambassades étrangères et un effort important doit être fait par l'État, les secteurs privés, les agriculteurs et les chambres de commerce pour que les ambassades des principaux pays à potentiel d'exportation pour nos fruits et légumes aient le maximum d'informations. Berlin est un bel exemple d'une ambassade qui a le désir d'aider en espérant que dans d'autres pays il en sera de même.

L'eau est une ressource limitée très prisée et indispensable. Quels sont les risques si l'aridité se poursuit?

Le fait qu'il ne pleuve pas comme il le faudrait est un très grand problème. Avec une nécessité de neige pour que les sources soient régénérées. Si on regarde les statistiques pluviométriques de ce mois, nous constatons que nous avons le quart de pluviométrie comparé à l'année dernière à la même période. C'est inouï. Cela représente un risque si la floraison qui arrive au printemps est touchée par un froid tardif, alors la culture des fruits sera affectée car les fleurs et les bourgeons seront massacrés. Nous aurons alors une très faible production qui augmentera le prix à la consommation.

Quel regard portez-vous sur le travail du Comité en charge à la Fédération des chambres? Quels ont été ses accomplissements en 2013?

Je salue le travail accompli par le Comité agricole qui est l'un des plus actifs et des plus soudés. Parmi ses accomplissements pour 2013: la visite en mars dernier d'une délégation ukrainienne d'importateurs agricoles, une initiative en collaboration avec le ministère de l'Agriculture sortant et l'ambassade du Liban en Ukraine ainsi qu'Idal. Au programme: des B2B entre importateurs ukrainiens et exportateurs et commerçants libanais ainsi que des visites de terrain dans dix centres de conditionnement de fruits et légumes sur tout le territoire. Comme autre réalisation: la collaboration du Comité agricole avec le Comité national du transport aérien terrestre du ministère de l'Agriculture pour trouver des alternatives aux transports traditionnels. Cela s'est fait par voies maritimes, avec la mise en place de porte-conteneurs «RO-RO» via la Turquie pour atteindre les marchés d'Europe de l'Est et de l'Irak, et via l'Égypte pour atteindre les pays du GCC.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Vers un nouvel épisode dans le feuilleton de l'émigration libanaise?

Bachir El Khoury

L'émigration au Liban risque de rentrer dans une troisième phase majeure dans les mois, voire les années à venir, après celle de la guerre de 1975-1990 et celle de juillet 2006, si le conflit syrien venait à s'enliser davantage. Celle-ci serait d'un autre genre, sans doute plus sournois et hémorragique, comparée aux deux vagues précédentes qui avaient eu lieu en réaction à un conflit armé dévastateur sur le sol libanais. Mais le risque est sans doute là. L'instabilité politique actuelle, le recul sur le plan économique, les incidents sécuritaires, qui ont récemment atteint un rythme jamais observé auparavant, et la présence d'un million de réfugiés, constituent en effet des ingrédients idéaux pour un nouvel épisode de départs en masse.

Si pour le moment il est encore précoce d'affirmer l'existence d'une telle tendance (en raison du décalage temporel qui existe généralement entre toute dégradation de situation et décision individuelle ou collective de partir) certains éléments «précurseurs» laissent entrevoir un tel scénario à l'avenir, en cas de maintien du statut quo actuel.

Un sondage de la société de conseil Gallup, basé sur un indice de solde migratoire connu sous le nom de «Potential Net Migration Index» (PNMI), a récemment révélé à ce sujet que les Libanais souhaitant quitter le pays étaient déjà plus nombreux que ceux qui songeaient à y retourner sur la période 2010-2012, avec un indice négatif de -4%, contre un solde positif de +15% sur la période 2007-2009.

Si les résultats de ce sondage sont peu étonnants, car ils coïncident avec le début du conflit en Syrie et la première crise gouvernementale, ils correspondent néanmoins à une période où le Liban avait réussit tant bien que mal à se distancier du conflit voisin et à se prémunir contre tout dérapage sécuritaire.

Un sondage du même type réalisé aujourd'hui tablerait sans doute sur des conclusions encore plus négatives. Car aux attentats et voitures piégées qui caractérisent la période actuelle s'est désormais ajouté un facteur de nuisance plus invisible: le chômage, notamment parmi les jeunes et les travailleurs sous-qualifiés.

Selon le rapport «Global Employment Trends 2014» de l'Organisation internationale du travail (OIT), le taux de chômage parmi les jeunes au Liban a atteint 22% en 2013, plus du double de la moyenne mondiale.

> SELON UNE ÉTUDE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DES STATISTIQUES (CAS), PUBLIÉE EN 2011 ET COUVRANT LA PÉRIODE 2004-2009, PLUS DE 48% DES ÉMIGRÉS ÉTAIENT AU CHÔ-MAGE AVANT LEUR DÉPART DU PAYS

Cela est dû à une augmentation de l'offre de main-d'œuvre, estimée entre 30% et 50% depuis le début du conflit syrien, principalement dans la catégorie des travailleurs non qualifiés, des femmes et des jeunes.

Avant le début de la crise, le taux de chômage était déjà élevé au Liban, en raison d'un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande d'emplois (lire ci-dessous), mais l'afflux exceptionnel de réfugiés syrien sa compliqué davantage la donne, avec un nouveau phénomène de «dumping social». Celui-ci a provoqué une hausse du chômage ainsi qu'une baisse des rémunérations. Dans les catégories d'emplois les moins qualifiés, une perte de près de 15% du niveau des salaires a déjà été constatée, selon un rapport de la Commission économique et sociale d'Asie de l'Ouest de l'ONU (CESAO).

LE CHÔMAGE STRUCTUREL, PREMIÈRE CAUSE D'ÉMIGRATION

Si le conflit syrien et ses répercussions sur la sécurité et l'économie locales risquent de devenir la cause d'une nouvelle vague d'émigration, le chômage structurel a néanmoins toujours été la raison principale de ce phénomène au Liban, notamment durant l'ère post-guerre. Selon une étude de l'Administration centrale des statistiques (CAS), publiée en 2011 et couvrant la période 2004-2009, plus de 48% des émigrés étaient au chômage avant leur départ du pays, tandis que 66% étaient partis à la recherche d'un emploi, contre 11% pour poursuivre leurs études à l'étranger. Les jeunes sont particulièrement touchés par le phénomène, 77% des émigrés étant âgés de moins de 34 ans, 13% entre 35 et 44 ans et 10% de plus de 45 ans, selon l'étude.

Ces résultats font écho à une enquête sur «le devenir des diplômés de l'Université Saint-Joseph, 2005-2008», réalisée par l'Observatoire universitaire de la réalité socio-économique (OURSE) de l'USJ, selon laquelle un diplômé sur quatre réside à l'étranger, soit pour y poursuivre ses études (53%) soit pour y travailler (41%).

Autre facteur contraignant: la précarité des conditions d'emploi. Le quart des jeunes salariés étaient sous contrat à durée déterminée en 2007, contre seulement 11% en 2001, selon l'OURSE. En outre, 19% des jeunes diplômés se déclaraient au chômage en raison du faible niveau des salaires proposés. Celui-ci était inférieur à 700 dollars dans 43% des cas, selon l'étude.

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

Si l'émigration a quelques avantages sur le plan économique en termes de décongestion du marché de travail local et de transferts d'argent – ceux-ci ont culminé à 7,6 milliards de dollars en 2013, soit près de 20% du PIB –, ce phénomène alimente un cercle vicieux de perte de productivité et d'inflation. En effet, la fuite de cerveaux, ou «brain drain», occasionne un manque à gagner en termes d'entreprenariat, d'innovation et par conséquent de croissance. En parallèle, les fonds envoyés par les travailleurs expatriés sont souvent utilisés à des fins de consommation ou d'investissement, ce qui contribue à une hausse des prix sur le marché local (cela a notamment été le cas dans l'immobilier). Cette inflation affaiblit en outre le pouvoir d'achat des résidents, dont certains prennent à leur tour le chemin de l'exil, provisoire ou permanent. Une configuration qui empêche le passage d'une économie semi-rentière (tourisme, transferts d'émigrés, rente immobilière, etc.) à une économie productive, seule garante de plus d'emplois sur le marché local, d'un meilleur niveau de vie et du maintien des ressources humaines dans le pays d'origine.

L'émigration libanaise dans l'histoire

Depuis le XIX^{ème} siècle, de nombreux Libanais ont fait le choix ou ont été acculés à quitter le pays pour des raisons de force majeure (massacres intercommunautaires, famine, guerre civile, etc.). La guerre de 1975-1990 a été un principal catalyseur à ce niveau. Plusieurs centaines de milliers de Libanais (les estimations varient entre 600 000 et plus d'un million) avaient pris le large pour fuir les combats et s'installer en Europe, au Canada, aux États-Unis ou en Australie, certains de manière définitive.

Le retour de certaines familles après la fin des hostilités a été compensé par une autre vague d'émigration, moins importante, au lendemain de la guerre de juillet 2006.

En parallèle, un autre type d'émigration de plus «courte durée» s'est installé dans les années 2000, celui d'un séjour de plusieurs années dans les pays du Golfe, dans l'optique d'un éventuel retour au pays.

Ces vagues successives de départs ont maintenu le nombre de résidents sous la barre des 4 millions d'habitants. À ces derniers, s'ajoutent désormais plus de 1,4 million de réfugiés (syriens et palestiniens), soit près de 35% de la population locale.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

«DSME»: PPP to shape «Dual» vocational training

What practical measures the Public and Private sectors can do so as to ensure the sustainability of the Dual System and Meister Training?

Under this theme, and within the framework of the Lebanese – German cooperation "Promotion of Vocational Education and Small and Medium Enterprise Development", the DSME program organized its last Annual Planning Workshop, and under the patronage of his Excellency the Minister of Education and Higher Education, Mr. Elias Bou Saab, at the Hilton Habtoor Hotel in Beirut on February 20th, 2014

As every year, the participants included the program's partners, namely the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture and the four regional Chambers, the Ministry of Education represented by the Directorate General for Vocational and Technical Education (VTE), the technical schools and institutes, the IPNETS, in addition to private companies.

The workshop was organized in a panel discussion involving 5 participants: Mrs. Irene Habib Ballouz, representing the FCCIAL, Mr. Ghassan Sheaito, representing the VTE Directorate General, Mrs. Antoinette Khanfour, representing the directors of the schools that offer the Dual System and Meister Training, Mr. Ashraf Kassan, representing the Educational and Technical Institutes (IPNETs), and Mr. Khodor Berro, a Meister graduate – currently programmer at Sys Pro. The discussion was followed by an interactive debate among the workshop's participants and set leading points for the rest of the workshop.

Achievements of last year and plan of operations of the current year were presented. The participants were divided into four groups. Every group addressed a certain aspect of the project: legal framework, actual implementation of the Dual System and Meister training, teachers' further training and the SME Development. The teams' dynamic was special due to the mix of the various players– which is actually a very specific feature of the project that holds several components to melt within each other.

ACHIEVEMENTS

The following activities in initiating and further developing vocational education and training (DS and Meister) are the outcome of the active participation of Federation of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon in cooperation with the Lebanese Chambers and the Directorate General for Vocational and Technical Education (VTE) and through the established steering committee.

- Developing a communication strategy to promote the Dual System in info-desks, printed materials and on all websites. A Company guide for transparent implementation of DS is available.
- Contributing to curriculum update: Development of new occupational profiles for "Cook" and "Car Mechatronic"; regular information meetings (round tables) were conducted between Chambers, companies and DS schools from the regions to enhance mutual knowledge and cooperation.
- Establishing the Advisory and Coordination Committee (ACC-VET) between the Chambers and the DG; By-Laws drafted, application of DACUM for curriculum development agreed.
- Capacity development for FCCIAL and Chambers' Staff by conducting training sessions.
- Support for intermediaries to further develop their services for SME development (networking services; information services ; customer relations)
- Policy paper drafted with the Chambers for SME's staff short term training.

FUTURE STEPS AND ACTIVITIES

Based on the above achievements, and following the discussions between the participants, recommendations included intermediaries of the private sector to be strengthened in their capacities as service providers and promoters of SMEs interests in the 'Dual' vocational training system through implementing the following steps:

- Support intermediaries in developing and managing further vocational training measures in cooperation with the TVET system (and/or other training providers, if necessary)
- Implement pilot training measures (short term courses for SME employees).
- Conduct information meetings on regional level between TVET and the private sector institutions to enhance cooperation TVET/SME in specific areas, and transmit results & findings to the political level via the steering committees.
- Strengthen intermediaries in their capacities regarding the provision of Business Development Services (BDS), Business Information Services (BIS) and Networking Services.
- Foster the sustainability of the DS in-company training regarding quality, management, supervision and documentation.
- Develop and implement measures to increase the capacity of intermediaries regarding HR development.
- Develop and implement measures to improve the information base on current and future economic trends and labour market needs in order to better address skill needs for sustainable development in Lebanon

This event was an opportunity for all stakeholders to meet and discuss pending issues to ensure the sustainability of the DSME project beyond September 2014- end of the project. The fruit was the guidelines set for the seven months to come.

Lebanon in figures

Ref.	Indicator	Billion LBP	Billion US$	Details
10	Growth	%1.50		2012
11	GDP	62,025	41.35	2012
20	Inflation (%)	%0.69		Dec.-2012Nov.2013
21	M1	7,508	4.98	November 2013
22	M2	67,910	45.03	November 2013
23	M3	164,827	109.30	November 2013
24	M4	174,088	115.44	November 2013
30	Balance of Payment	1,734-	1.15-	Oct -2012Sep 2013
31	Current Account	2,495-	1.663-	December 2013
32	Balance of Trade	25,802-	17.11-	Dec -2012Nov. 2013
40	Unemployment	%8.10		-2012 Estimated
41	Working force	%45.80		-2011 Estimated
42	Population	4.09 mn		-2012 Estimated
43	Population 64 - 15 y.	2.67 mn		-2012 Estimated
51	State Budget Deficit	7,186-	4.77-	Nov.-2012Oct.2013
52	Budget Revenues	13,899	9.22	Nov.-2012Oct.2013
53	Budget Expenditures	21,085	13.98	Nov.-2012Oct.2013
54	Public Debt	95,363	63.24	November 2013
55	Debt Service	5,605	3.72	Nov.-2012Oct.2013

Compiled from data available at the Center of Economic Research on January 2014 ,15
Source: CAS (43 ,42 ,20), BDL (31 ,21,22,23,24,30), Customs (32), Ministry of Finance (51,52,53,55), ABL (54), CIA Factbook (10,11), Worldbank (40), The Global Economy (41)

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Audi Foundation's Background

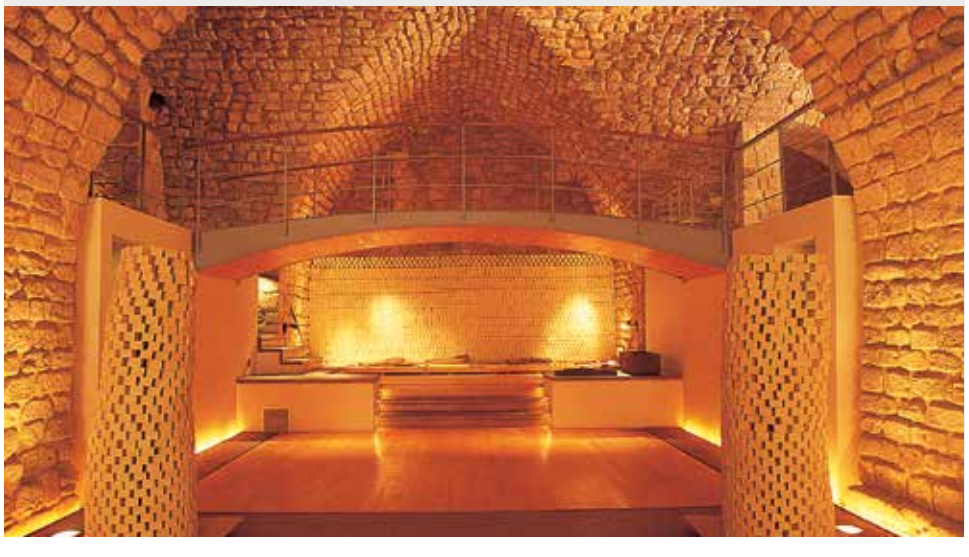
Founded by Mr. Raymond Audi, the Audi Foundation is dedicated to the promotion of the professions and crafts characteristics of Saida, with themes based on the memory of the city. The Foundation presents an evaluation of the socio-cultural heritage on a multitude of scales.

Firstly, it initiates cultural and artistic activities through the organization of conferences and permanent or temporary exhibitions based on the collective memory of the city.

It also preserves much of the city's architectural heritage by participating in the restoration of alleys that surround the houses, which are an essential part of Audi District.

Secondly, it restores some edifices in the city in order to launch attractive activities.

Thirdly, it combines private and public efforts to create a regional museum for the city of Saida as well as an archaeological site open to the public to consolidate the touristic aspect of the city.



Al-Saeh Library in Tripoli - Beirut Hub Global Shapers to Take Action

On January 3rd, 2014, unknown assailants torched a historic library owned by a Greek Orthodox priest in Lebanon's second largest city, Tripoli.

Civil Defense teams struggled to put out the flames which engulfed the bookstore owned by Father Ibrahim Sarrouj in the old Serail neighborhood of the city, turning one of Lebanon's most renowned libraries into rubble.

STORY BACKGROUND

The Al- Saeh Library is a 40-year-old bookshop founded by Sarrouj himself, and is located in Tripoli's old souks in the northern part of Lebanon. According to media outlets, more than two thirds of the located 80,000 books and manuscripts were destroyed. According to a police source, the fire occurred after a manuscript insulting the Prophet Mohammed was found hidden in the pages of one of the library books.

However, former head of the Internal Security Forces Ashraf Rifi, claimed that the incident had nothing to do with the manuscript, and instead, was triggered by the speculation that Sarrouj had written a study on the internet that insulted Islam. This was denied by sources close to Sarrouj.

ZOOMAAL, KAFANA SAMTAN & BEIRUT HUB GLOBAL SHAPERS

The Global Shapers of Beirut (a world Economic Forum Initiative), in collaboration with Zoomaal, a crowd funding agency took up the task to raise $35,000 to assist with the restoration of the bookstore.

Zoomaal is the Middle East's newest crowd funding platform, it offers entrepreneurs, artists, and others the chance to fund their projects through crowd sourced donation.

Since the attack by suspected extremists, many people have voiced their support and staged protests against what has been labeled cultural terrorism. They have also been helping with the clean-up, donating books and spreading the word.

One activist, in particular named Mutaz Salloum, along with a few friends decided to put together a clean-up for the library. His group also created a Facebook event calling for people all over the world to reach out in any way they can.

Kafana Samtan, literally translating into "Enough Silence" was born from this initiative.

The most important aspect of this movement was that it involved volunteers without any political or sectarian affiliation.

With the collective effort put together, the Global Shapers were able to raise over $35,000 to help refurbish the library's crumbling interior, install security equipment and recollect few rare book finds.

Project MARE

The "Mediterranean Activities for Research and Innovation in the Energy Sector" Project is a EuroMed joint transnational project in which the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Tripoli and North Lebanon is a partner. The project's focus is on bridging the gap between Research and Innovation in the energy field, so as to tackle the societal challenge of a "secure, clean and efficient energy" and to provide concrete solutions on MPC's energy difficulties and challenges.

Recently, MARE launched its official website which aims at facilitating networking and interaction between MARE partners and energy stakeholders in the EuroMed area.

An important aspect within the website is the "EuroMed Energy Network". The network will be operational as of March 2014, whereby users can access a database of contacts and information of a multitude of stakeholders in the energy sector, including research organizations and labs, industrial and commercial enterprises, financial institutions and business facilitators/Chambers.

e-mail: info@mare-euromed.eu

website: www.mare-euromed.eu

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Georges N. Frem Foundation: the Lebanese NGO fostering sustainable Initiatives

"We are all servants for the sake of Lebanon" is the abiding motto that drives the Georges N. Frem Foundation (GNFF), a non-profit Lebanese Non Governmental Organization (NGO) based on the pillars of promoting human dignity and social responsibility.

In 1955, George N. Frem founded a business which flourished into an international manufacturing group, known as INDEVCO. He based his business practice on the belief that business success is directly correlated to the "absolute good" that the business procures for the community. Georges N. Frem built his company culture based on this philosophy. Years later it comes to be commonly known as Corporate Social Responsibility.

Officially established in 2002, GNFF carries out multiple programs targeting agriculture, economic development and education.

AGRICULTURE – HELPING THE COUNTRY'S FRUIT ORCHARDS

By the 1990's, the ancestral orchards of Lebanon were no longer producing high quality apples that they were once famous for. The seedling based orchards, which date back to the 1950's, were getting old and the quality of apples began to decline. Given this dramatic situation, coupled with increasing imports, the foundation embarked on a large scale nationwide orchard modernization program to revive and upgrade the orchards.

The program was launched in 1997, and enabled many farmers to convert from seedling based fruit trees to modern rootstock, in addition to introducing new varieties, such as Scarlet, Gala and Fuji apples to Lebanon. Since 2002, over 500,000 rootstock based trees (apples, cherries, plums and pears) were imported and sold to local farmers at subsidized prices. Until today, GNFF's team of agricultural engineers has provided continuous technical support to over 3,000 farmers to ensure that they can properly manage their orchards with the right cultural practices in place.

Other initiatives include **IRSHAD**, which began as a program to thoroughly manage the development and promotion of apples (from planting its root up to point of sale) for the farmers, and introducing a premium quality branded apple to the market. This comprehensive two-year agricultural project was launched in 2009 through a co-funding venture between GNFF and the US Dept of Agriculture under the supervision of the Lebanese Ministry of Economy and Trade.

Today IRSHAD is solely operated and managed in house, and serves as marketing and sales support unit for a cluster of growers that are consistent in applying the highest standards of good practices. The aim of this program is to help growers achieve healthy and safe fruit at higher prices in the market.

ECONOMIC DEVELOPMENT

Another dimension to the Foundation are the programs that have long term benefits to the economy and foster dialogue between Lebanese and those living abroad.

The Lebanese Business Network (LBN) was launched in 2002 as a business matching website that provides a virtual marketplace for Lebanese businessmen. The goal of LBN is to boost economic growth in Lebanon by facilitating import and export trade activity, direct foreign investment in Lebanon, and the establishment of productive and profitable business relationships between Lebanese businessmen living in Lebanon and those operating abroad. To date, GNFF's LBN program has succeeded in generating more than 12,000 trade leads.

For small entrepreneurs and growers who want to start or expand a business, the Foundation's INMAA project provides access to funds for the specific purpose of assisting businesses in financing new ventures, improvements and expansions that will result in a better operating business generating more income. **INMAA** operates in partnership with the Association for the Development of Rural Capacities (ADR), also provides loans to individuals for personal endeavors such as financing education and home improvement that may improve quality of life for the borrower and his family.

EDUCATION

As access to education is at the core of a civil society, the Foundation has invested in various programs directed towards children and young adults.

In 2003, GNFF established the **Theatre Athenee Jounieh (TAJ)** as a permanent children's theatre located in Jounieh. The primary purpose of TAJ is to disseminate values of civic education, family principles, national belonging and appreciation of Arts to children, families and the community at large. Regular musical plays take place during the year, as well as a thriving after school theatre workshop for children, who also put on theatrical productions and make TV appearances.

Paradis d'Enfants was founded in 1997 as a non-profit community based elementary school committed to providing high quality education to children of low income families and is further supported by volunteers, parents and donors. Currently Paradis d'Enfants has three branches that accommodate over 1,500 students up to primary level.

Targeting university level students and the community, the GNFF founded The **Frem Civic Center** at the LAU Byblos campus. Inaugurated in 2011, the five story building covering 5,240 square meters, and offers classrooms, lecture halls and conference rooms equipped with the latest technologies.

Its purpose is to foster civic society among students by organizing and hosting events and academic courses on civic responsibility, leadership, transparency, ethical and sound governance practices to strengthen the pluralistic democracy of Lebanon and develop a deeper understanding of the responsibilities of citizens in nation and institution building.

For students who live in rural areas without access to local higher education, GNFF launched in 2002, the **Rural Transport Program** provides free of charge bus transportation multiple times per day from nearly 40 villages of Mount Lebanon to public technical schools and Lebanese University branches in the Greater Beirut area. The program enables students to attend quality educational institutions while residing and working in their local communities rather than having to migrate to the city.

GOING FORWARD

The Foundation is committed to supporting programs that have long term positive impact on social development and job creation.

It will equally focus on leveraging international assistance to accelerate the fulfillment of intended benefits through proper execution. Foreign expertise will be sought to create joined programs aimed at transferring new technologies, mainly in the agriculture sector, as well as fostering the creation of small and medium enterprises.

One Lebanon: A Call for Unity

ONE LEBANON
UNITED FOR TOMORROW

The Forum de Beyrouth opened its doors on Saturday February 1st for a night that brought together on one stage 20 Lebanese celebrities from different professional fields. Singer Anthony Touma, who made it to the semi-finals in Season 2 of the Voice France was present, as well as Comedian Nemr Abou Nassar, Director George Khabbaz, Zeina Daccache and Brigitte Yaghi, Assi El Helani, Mike Massy, Marwan Khoury, Elsy Fernaine, Fadi Al-Khatib, Hisham El Hajj, Johnny Maalouf, Maggie Abu Ghosn, Michel Abu Suleiman, Tony Abou Jaoude, Michel Fadel and others.

Focusing on the aspect of being Lebanese as opposed to identity by sect, this concert was a nonpolitical cultural movement gathering people who believe in the importance of dialogue for reconciliation, peace and unity. Kassis explained that its goal is to spread one message with one voice: the voice of national belonging.

Founder of One Lebanon, Tania Kassis truly believes that just like the Islamo-Christian AVE song created harmony between two very different musical styles, both praising God, this once in a lifetime event could create harmony and unity among very different people praising Lebanon.

According to Kassis, One Lebanon's goal is to positively influence the collective attitude of today's Lebanese through cultural activities by creating an area of convergence, dialogue, cooperation, and exchange of experience within an atmosphere of respect, reconciliation, peace and unity. One Lebanon's spirit of solidarity is shown through the support of many Lebanese artists and celebrities.

More than 7,000 people attended the concert. The show began with a hymn entitled "One Lebanon", composed and written by Marwan Khoury and arranged by Michel Fadel. The performers went on stage one after the other. The concert featured songs in all three languages spoken in Lebanon - Arabic, French and English and revolved around the themes of unity and peace.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The United States in Economic Cooperation with the Chamber of Beirut & Mount Lebanon

On January 28th, 2014, the Chamber of Commerce, Industry, and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon hosted H.E Mr. David Hale, the United States Ambassador to Lebanon. Mr. Hale met with members of the Chamber to highlight U.S. and Lebanese business and economic ties, and to discuss the opportunities that can be created and the U.S. Government's commitment in expanding the flow of trade between the two countries.

David Hale Hale with members of the Chamber

The President of the Chamber, Mr. Mohamad Choucair, gave an opening speech where he expressed his optimism in the future relations between the two countries, noting that the Lebanese market offered both import and export opportunities for Lebanese and U.S. businesses alike. He also noted that the United States is one of the top importers of Lebanese products in the world, and that its government constantly supports initiatives that promote Lebanon's image as a strong quality business and trade partner.

For his part, the Ambassador put to rest recent allegations that few countries have closed their markets to Lebanese goods, noting that the United States, in particular, had increased its imports of Lebanese goods by 28 percent since 2009 to a total of more than $64 million last year. He added that since 2010, the United States has been importing more than $60 million worth of goods from Lebanon on a yearly basis, with food items, apparel and jewelry topping the list of items.

David Hale and Mohamed Choucair

Ambassador Hale stressed that the United States also works with both Lebanese businesses and individuals to open doors to international markets in order to boost Lebanese exports, not only to the United States, but also to many other countries in the world. He gave the example of the U.S. Agency for International Development (USAID) which in 2012, funded and introduced a web portal for exporters that allows food processors to obtain critical information on export standards, helping them to meet these standards.

With the help of USAID, the Syndicate of Lebanese Food Industries is preparing market studies on the United States, Gulf States and Iraq. Such studies help Lebanese producers to understand the market needs of these countries and to determine which products would be competitive in these markets. Other on-going USAID programs assist food processors in implementing quality and certification processes to meet export regulations.

USAID is one of the many embassy programs that facilitate business liaisons between Lebanese companies and traders. In 2011, this resulted in an increase of Lebanese exports of more than $3 million for the assisted companies. This year, the embassy embarked on a joint venture in order to promote Lebanese olive oil and honey industries both in the U.S. and Gulf markets.

Relations between the United States and Lebanon have always been strong, and the Ambassador expressed his willingness to further strengthen its economic partnership with Lebanon in 2014.

David Hale Hale with members of the Chamber

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

PRIME, a cooperation project aiming at fostering intergenerational learning in the goldsmith and gemology sector

The goldsmith and gemology sector plays an integral and vital role in the history, heritage, culture and perception of Mediterranean countries. Given the innovative design and manufacturing techniques of the goldsmith and gemology industry, these products become part of cultural heritage, living beyond their moment in fashion and becoming iconic pieces of art and culture. Intertwined with the heritage are unique craft skills which have been handed down through generations of families and small businesses. Products are sold under prestigious brands with an aura of exclusivity, cutting-edge creativity, superior quality and high value, including the best of Mediterranean craftsmanship.

However, the decline of traditional craft skills and craftsmanship is of serious concern. Throughout the Mediterranean area, artisan skills and the economies of the local areas are threatened as business moves into Asia.

In this regard, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon is engaged in PRIME, a cooperation project aiming at supporting intergenerational learning in the goldsmith and gemology sector. PRIME is headed by the training agency of the Chamber of Commerce of Rome, IRFI, and co-financed by the ENPI CBC-MED program.

The project kicked off on February 20th and 21st in Rome, with the presence of Mr. Rabih Sabra, Director General of the CCIA-BML, and Aline Farajian, the Project Manager. Other project partners attended the meeting and representing four countries, namely the Roman Institute for Entrepreneurial Training/Chamber of Commerce of Rome (Italy), Notre-Dame University and the Business Incubation Association of Tripoli (Lebanon), the Association of Silversmiths & Jewellery Manufacturers, the Private Vocational Training Institute "MOKUME" of Thessaloniki, and Omega Technology (Greece), and the Jewellery Technology Centre (Egypt).

PRIME will help foster professionalism of younger generations in the sector, ensuring that these skills are not left to disappear, but to remain strong and vital parts of the economy as well as part of European and Mediterranean cultural heritage. The project will help implement intergenerational business transfer schemes, and will therefore contribute to the survival and development of a greater number of family businesses in the concerned regions. As such, PRIME will be a pilot model to be replicated in other regions.

THE LEBANESE TRAINING CENTER
at the
Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming following Trainings:

«LABOR LAW ESSENTIALS AND LATEST DEVELOPMENTS»

Trainer: Me Michel Khadige
Date: 8 & 9 April 2014 (2 days)
Time: 5.00 -8.00 P. M.

Outline: General review of main issues and latest developments related to Lebanese Labor Law with a focus on interactive Q&A with the participants. Main spots: written and oral agreements-working hours-leaves and holidays-compensation and benefits-severance and dismissal-collective bargaining agreements-labor courts, etc.

«INCOTERMS 2010 - RULES AND PRACTICE IMPACT ON CONTRACTS OF SALE AND LETTERS OF CREDIT»

Trainer: Dr. Massoud Kantar
Date: 23, 24 & 25 April 2014 (3 days)
Time: 5.00 -8.00 P.M.

Outline: Overview on the international rules for the interpretation of the most commonly used terms in foreign trade (INCOTERMS 2010). Focus on the matters relating to the rights and obligations of the parties to the contract of sale with respect to delivery of goods sold. How to use these terms in commercial contracts and letters of credit in order to avoid any practical or legal risks resulting therefrom, and how can the parties recognize the size of their responsibilities under these rules '

«MARKETING YOUR COMPANY IN THE DIGITAL AGE»

Trainer: Mr. Roland Aoun
Date: 7, 8 &9 May 2014 (3 days)
Time: 5.00 -8.00 P.M.

Outline: Digital marketing overview, Website marketing, SEO – let people find you ! Email marketing, social media marketing, Blog marketing, lead generation, aligning your digital marketing efforts with your non digital marketing efforts, generating sales from digital traffic, building your strategy: inbound vs outbound marketing

Personal Laptops are required

For information/registration:
Call Center 1314 Ext 15 or email: ltc@ccib.org.lb
Free parking access
www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Are you an Entrepreneur, Startup or SME looking to access international markets?

Do not miss Euromed Business Opportunities Roadshow
A Euro-Mediterranean platform to:
- Meet foreign business partners & develop regional B2B opportunities
- Connect with local and foreign investors
- Get advice & coaching from international industry leaders

Exclusive Prize: 3.500€ Softlanding Voucher for International Growth

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Talal Abou Ghazaleh: Insight into the Future

Youmna Naufal

On February 5th, 2014, the President of the Federation of Chambers of Commerce, Industry & Agriculture in Lebanon, Mr. Mohammed Choucair, honored a man he called his dear friend, the Intellectual Property Tycoon Mr. Talal Abou Ghazaleh.

The President addressed the audience by highlighting Talal Abou Ghazaleh's unique success story, a story about a Palestinian refugee who worked hard to achieve his dreams. He also pinpointed the importance of the Beirut Chamber's relations with the Talal Abou Ghazaleh Organization (TAG-Org).

TAG-Org is the leading provider of professional services with a total of 14 member firms and companies globally. It is also an affiliate of the World Bank, the Register of Accountants and Auditors, and the UN Center for Transnational Corporations (UNCTC). TAG-Org is mostly recognized for its role in supporting Arab innovators through the relevance of intellectual property rights.

Talal Abou Ghazaleh took this opportunity to speak about what the future holds for us, being a big tech fan himself and a self-proclaimed perpetual student eager to keep learning new things. "The world started since the invention of the computer", Abou Ghazaleh said, talking about the necessity of creating that machine in this world. "We are starting something which will go forward because technology is all about moving forward," Abou Ghazaleh added, stating that he had decided on that in 1962, whilst taking a computer course.

He quoted Bill Gates saying that he uses him as a reference, Gates being also a man who began a company modestly in his garage, without any sponsors nor money, and eventually went on to build Microsoft. Gates' resignation on February 4th, 2014, as Chairman of the Board was a positive shot to the stock markets as share values went up. The successor to Bill Gates, veteran engineering executive, Satya Nadella, happened to be an expert about Cloud Computing which Abou Ghazaleh describes as the future of computing. Knowledge, according to Ghazaleh, is the future source of wealth. However, there is a shift occurring as the world moves from the knowledge age to the smart age, or wisdom age, or even the artificial intelligence age as it is most commonly referred to. It is a mix of all three. "We are moving from the era of creating knowledge, for the sake of making more wealth" he said. In one of his conversations with Bill Gates, Abou Ghazaleh recalled the Microsoft founder saying that artificial intelligence would dominate the future.

Speaking about artificial intelligence, Abou Ghazaleh noted that it is making the machine more intelligent, and in that process "making the human being more intelligent". He estimated that in 2050, machine and man will become equal and be as friendly to each other as can be. As an example of this new equation, is a "car without a driver" Abou Ghazaleh explained. It may seem impossible, but it is here. "Who would have thought that car sensors would ever work?" Abou Ghazaleh asked. "Machines could function with a human's brain intelligence and data, and eventually it would be able to react like a human being" he added. The point to which a machine can match a human brain can be reached, according to Abou Ghazaleh, and it is called singularity. The leaders in this field are talking about reaching singularity in 2050.

> "INSTEAD OF STAYING ON THE SIDE AND RECEIVING KNOWLEDGE THAT ONE PAYS FOR, ABOU GHAZALEH WANTED TO CREATE KNOWLEDGE AND SELL IT"

Singularity is now being taught, and the research on this topic is ongoing. Taking a look at what is happening in the field of information technology development, an invention is brought to life and out of that 10 inventions are created and so on and so forth – an exponential growth in the progress of technology. In that process, others sub inventions are being created as well, Abou Ghazaleh clarified.

From left to right, Jean Ogassapian, Talal Abou Ghazaleh and Mohamed Choucair

When Abou Ghazaleh was on the Board of the Intellectual Property Organization (IPO), he met with the chairman of the largest pharmaceutical company who said that 80% of the medicines in the pharmacies are useless. It doesn't treat the causes; it may make it less painful or more bearable, but it will not treat the root of the problem. "This is because every medicine is generic, and is made for everybody. However, all humans do not share the same genes nor are equal" Abou Ghazaleh explained. He gave the example of how some people prefer Tylenol as opposed to Aspirin. "In the future, he added, there will be no readymade medicine to buy, a pharmacist will work according to a genetic map, and a medicine will be produced that is appropriate to treat the symptoms. This system is called bioformatics, where one information technology is used with biology". "In ten years, Abou Ghazaleh continued, pharmacists as they are known today will no longer be there."

Shifting the conversation to the definition of Cloud, Abou Ghazaleh noted that there are different Clouds in the world, giving the example of a Google Cloud, which is a computer Cloud that hosts a number of major companies. Abou Ghazaleh pinpointed that the future of computing is Cloud. "In the future, there will be no possibility to work in a global environment for one will need to develop one's own part of the global cyber space. It is like owning one of the many clouds in the sky." Talal Abou Ghazaleh developed his own cloud to keep track with the changes of the information age. "The future is for research, he explained, and research is knowledge that becomes wealth." Instead of staying on the side and receiving knowledge that one pays for, Abou Ghazaleh wanted to create knowledge and sell it.

The future is to own one's own Cloud to solve all problems. Owning one's own Cloud has many benefits: A protected region on the internet, control of one's own security, all personal data stored in one place and much more. Abou Ghazaleh explained that it is sad that in this part of the world, the cloud computing has not received the attention it deserves, and the only governmental entity that has noted this importance is Saudi Arabia. "The world, he concluded, "is changing faster than we can imagine. The creation of knowledge product was a subsequent event in this age, after the creation of goods and services." Knowledge products, he explained, have made Google the largest company in the world. Google has neither goods nor services, so their trade is in knowledge products, and selling clients information. Talal Abou Ghazaleh noted that, as opposed to leaders catching up with world progress, he wants to be ahead of it. He might as well be.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Defining Private Banking in Lebanon

Private Banking is an international concept. The Lebanese market, as it stands today, is more oriented towards commercial and retail banking. Private banking is a different philosophy introducing a different set of activities. It is about a relationship between the client and the bank with regards to the client's management of wealth. It is also about the creation of wealth through the investment of the client's portfolio. The goal of private banking is to minimize the risk and to protect the capital all the while generating revenue based on the needs of the client regarding asset allocation, keeping in mind that the needs of each client differ.

Private banking is about taxation as well, and how to protect main international investors from the impact of different legislations from where they generate their income. It also involves private equity, raising funds to invest in projects. Private banking is also about family businesses where there are large families who are traditionally extremely successful in their own businesses and they need to organize their inheritance. It helps with the management of the business transmitted to other generation. It is also about trading in the stock exchange, trading in equities and trading in fixed assets. All is related to the portfolio of the client and the individual. If private banking was to be summarized it would be defined as *preservation of capital.*

It is becoming increasingly difficult to manage funds in Lebanon because of the crisis, the political instability, the interest rate that is close to zero, and the situation of the neighboring war in Syria which makes it harder to manage or move funds. Unfortunately for Lebanon, there is not a clear understanding of private banking. Private banking exists as a department, as a complimentary activity, but there are no specific private bankers that are totally independent from the commercial banks in order to look exclusively after the individual regardless of their enterprise.

> UNFORTUNATELY FOR LEBANON, THERE IS NOT A CLEAR UNDERSTANDING OF PRIVATE BANKING.

Levant Investment Bank (LIBANK) is one of the top investment banks in Lebanon. Chairman Tony Ghorayeb says "its philosophy is simple; it is about wealth management - clients who wish to invest their wealth in the local or international market. The second part is private equity, raising funds for corporation to help them get organized and to recapitalize, eventually getting them listed at the stock exchange either in Lebanon or outside, all the while not interfering in their businesses. The interference happens at the board level. Third, it trades on behalf of the clients, and finally it is in the business of managing family offices".

According to LIBANK, the Godfather of private banking in Lebanon is the FFA. Founded in 1994, following the central bank's regulation request, the FFA got one of the first financial institutional licenses that allow a bank to manage clients' money and act as a broker in the financial market. It started off as a small company with fairly good activity; later became one of the major players in private banking in Lebanon. There has to be a distinction between private banks and private banking – any commercial bank might have a private banking section, but private banking means taking care of clients who may not be the retail clients – usually people who are more resourceful and have more means. These types of clients' needs are tailored differently from the retail banks' clients. They are high net worth clients that have needs such as investing their savings, which are usually much larger than retail bank clients' and need a more personalized care and attention.

Very often, it is confused with portfolio management; but private banking usually has many departments: law departments, a deposit department, a real estate department and even an investment banking department because those clients of the private banking section are usually owners of businesses and sometimes they have needs for those businesses.

Not to be confused with private banks; these are banks where the owners of the banks would be liable on their own money for the bank. It would not be a limited liability company. Private banks more generally have a smaller size that is dedicated to a certain type of clients – the private banking type that is not allowed in commercial banking. In Lebanon, private banks have a specialized bank license, called private bank license, and also there exists private banks that have a commercial banking license, but position themselves as private banks. Audi Saradar is one example – it used to be a commercial bank and has recently become a private one.

Chairman and CEO of FFA, Jean Riachi, echoes the opinion of Tony Ghorayeb by stating that the system makes it a little complicated. "All the specialized banks position themselves as private banks and some are investment banks. It means that their main objective is to be in the investment banking field translating into transactions for companies. In Lebanon, no bank was affected by the financial crisis because of the regulations put in place" Riachi said.

In 2007, as per the Lebanese laws, FFA was a financial institution and then got a banking license from the central bank and there was a transformation from financial institutions to a specialized bank. That was the first time in the history of Lebanon that an independent group was granted this license. Before that, all licenses issued by the central bank for specialized banks were issued to banking groups that would create a subsidiary as a specialized bank. Since then, FFA developed all their activities in all fields with the same types of clients. FFA also represents many institutions such as regional and local banks, brokers, or insurance companies. FFA also has a system fit to cater to the sophisticated needs of high worth clients – making it a one stop shop, and a place where you can invest in any market or any structure and FFA proceeds with the best cost and execution.

Although Lebanon is flagged as a risky country, Jean Riachi remains optimistic. FFA has a very powerful system of procedures and software making it very well equipped to deal with the volatility of Lebanon.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Against all odds, HORECA 2014 expects greater participation and attendance this year

Despite domestic unquiet and regional unrest, bad economy and the effect it had on the hospitality sector, expected attendance at the 2014 edition of HORECA this year indicates Lebanese food and beverage companies have remained relatively resilient amid the turmoil, and that the country remains an attractive market for regional and international brands.

The organizing company, Hospitality Services, has confirmed that HORECA 2014 is almost fully booked. The exhibition proved its popularity again with a staggering 80% booking three months before the show.

More than 350 exhibitors from Lebanon, as well as France, Holland, Iran, Italy, Jordan, Poland, Turkey and USA are expected to round out the number in the coming months, and 18,000 buyers and trade professionals are expected at this year's show.

"Despite the prolonged political crisis, numerous organizations in Lebanon provided their support to Hospitality Services in order to maintain this event," confirmed Joumana Salame, Managing Director of Hospitality Services.

"Our phenomenal success will spur exports and encourage investments, giving a much needed boost to the Lebanese economy," Salame added.

In addition to the annual events and competitions, this year's edition of HORECA will feature new addition: the Lebanese Barista Competition, a heated battle for the coveted title of the best Barista in the country.

HORECA remains a basic source of valuable information for experts, international investors and newly-franchised companies," she concluded.

HORECA 2014, April 1-4, BIEL, Down Town Beirut.

Joumana Salame, Managing Director of Hospitality Services.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

"HUNGARIAN –ARAB BUSINESS FORUM"

Location: Riyadh-Kingdom of Saudi Arabia

Date: 23- 25 March, 2014 (previously dated 11-12.02.2014)

This event focuses on creating an effective platform for strengthening Arab-Hungarian economic cooperation on both the public and the private levels.

For more information:

Phone: +9611826021/22

Website: www.uac.org.lb

"INTERNATIONAL CONFERENCE AND EXHIBITION OF THE IRAQI EDUCATION"

Location: Baghdad-Iraq

Date: 06- 07 April, 2014

This event is organized by the International Fairs and Promotion (IFP) in Iraq.

For more information:

Email: Anmar.zubaidy@ifpiraq.com
info@ifpiraq.com

"2ND GULF PETROLEUM FORUM-GPF 2014"

Location: Kuwait

Date: 07- 08 April, 2014

This event is going to be held under the Patronage of The Prime Minister of the State of Kuwait, H.H. Sheikh Jaber Mubarak Al-Hamad Al-Sabah, and it mainly targets prominent members of the petroleum industry in Kuwait and the GCC countries, as well as key decision and policy-makers in this field.

For more information:

Hotline: +965 5088 6202

Phone: +965 2265 4465

Fax: +965 2263 3929

Email: info@gpforum.net

Website: www.gpforum.net

"UZBEKISTAN INFRASTRUCTURE & ALTERNATIVE ENERGY TRADE AND INVESTMENT FORUM"

Location: Tashkent - Uzbekistan

Date: 23- 24 April, 2014

This event focuses on the current and future trade and investment opportunities to network and build personal relationships with the right decision-makers.

For more information:

Phone: +3226621612

Email: info@euroconventionglobal.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

"GLOBAL TENDERS.COM"

A platform with one of the largest database of global & domestic tender notices of all sectors, national & international competitive bids, RFQs, procurement news, and project information.

For more information:

Website: www.globaltenders.com

"JOB EXCHANGE & VACANCIES BULLETIN"

The Austro-Arab Chamber of Commerce announces the online bulletin for job exchange & vacancies, and is inviting companies, institutions and individuals to inform the AACC about vacancies & job offers, internships & practical training opportunities and job requests.

For more information:

Phone: +43 (0)1 513 39 65

Email: headoffice@aacc.at

"INVESTING IN THE TOURISM SECTOR OF MEXICO"

The National Fund for Tourism Development of Mexico (FONATUR by its acronyms in Spanish) is promoting four (4) tourism projects on Integrally Planned Centers that could be eligible for FDI by Lebanese enterprises interested in investing in the tourism sector in Mexico.

For more information:

Website: http://amexcid.gob.mx/index.php/component/content/article/1949

"DR. IBRAHIM HASSAN GROUP"

Location: Cairo-Egypt

This company is specialized in the export of chemicals for building, fertilizers, cement, glass, textile and painting and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: 0224722328

Fax: 0224722988

Email: ibrahimhassangroup@hotmail.com

Website: http://dribrahimhassangroup.wix.com/chemicals

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EXHIBITIONS

"WORLD OF FURNITURE / TECHNOMEBEL"

Location: Sofia, Bulgaria
Date: 01-05 April 2014

This event is organized by Inter Expo Center and is specialized in furtniture & furniture accessories, technologies for woodworking and furniture production.

For more information:
Website: http://furnitureexpo.bg/en
http://technomebel.bg/en

"GULF PETROLEUM FORUM-GPF 2014"

Location: Kuwait
Date: 07- 08 April, 2014

This event is held under the patronage of H. H. Sheikh Jaber Al-Mubarak Al-Hamad Al-Sabah, Prime Minister of Kuwait. It focuses on the status of the petroleum and petrochemical sector in the region and the challenges it faces.

For more information:
Phone: +965 5088 6201
Email: info@gpforum.net
Website: www.gpforum.net

"11TH MALAYSIA INTERNATIONAL HALAL SHOWCASE –MIHAS 2014 "

Location: Kuala Lampur - Malaysia
Date: 09- 12 April, 2014

This event focuses on sorting Malaysia's Halal products and services.

For more information:
Website: www.mihas.com.my

"NBI EXPO - NATION BRANDING & INVESTMENT EXPO 2014"

Location: Eindhoven-The Netherlands
Date: 06-08 May 2014

This event is a platform for the promotion of investment and trade opportunities by governmental institutions and leading worldwide enterprises.

For more information:
Phone: +31(0)402463626
Fax: +31(0)402445333
Email: info@nbiexpo.com

"XYLEXPO"

Location: Rho-Italy
Venue: Milan Fairgrounds
Date: 13-17 May 2014

This event is an international woodworking technology and components for the furniture industry.

For more information:
Mr. Samir Saleme (Italian Trade Commission in Beirut)
Phone: +9615959640
Fax: +9615959644
Email: s.salameh@ice.it
Website: www.xylexpo.com

"BLACK SEA DEFENSE & AEROSPACE EXHIBITION & CONFERENCE -BSDA 2014"

Location: Bucharest-Romania
Date: 14-16 May 2014

This is an international Exhibition and Conference for Defense, Homeland Security, Safety & Security and Aerospace.

For more information:
Phone: +40213276651/0
Fax: +40213276652
Email: romania@tntexpo.com
Website: www.bsda.ro

"17TH IRAN HEALTH INTERNATIONAL EXHIBITION"

Location: Tehran-Islamic Republic of Iran
Date: 15-18 May 2014

This event focuses on the medical, dental, laboratory equipment, pharmaceutical products and healthcare services.

For more information:
Phone: +982188994653/4
Fax: +982122981226
Email: 17ihex@healthindustry.ir
farzaneh@healthindustry.ir
Website: www.iranhealthexhibition.org
www.iranhealthexhibition.com

"RIYADH INTERNATIONAL CONVENTION AND EXHIBITION CENTER"

Location: Riyadh-Kingdom of Saudi Arabia
Date: 17-20 May 2014

This event is going to be held under the auspices of the Custodian of the two Holy Mosques King Abdullah bin Abdul Aziz and under The Supervision of the Saudi Ministry of Commerce and Industry.

For more information:
Phone: +966 11 46 212 75
+966114602893
Email: info@alagat.com.sa
mouafi@alagat.com.sa
Website: www.riyadhinterexpo.com

"BULMEDICA / BULDENTAL"

Location: Sofia, Bulgaria
Date: 21-23 May 2014

This event, organized by the Ministry of Health (BULGARREKLAMA Agency), is the 48th edition specialized in human and dental medicine.

For more information:
Website: www.bulmedica.bg

"CARRARA MARMOTEC 2014"

Location: Italy
Date: 21-24 May 2014

This is the 32nd event specialized in Marble, Technology and Design.

For more information:
Website: www.carraramarmotec.com

"INELEX 2014"

Location: Izmir-Turkey
Venue: Izmir International Exhibition Center
Date: 23-25 May 2014

This event is specialized in Elevators and Elevators Technology.

For more information:
Phone: +905360106785
Fax: +902326438623
Email: info@joudy-group.com
joudy.expo@yahoo.com
Website: www.joudygroup.com

"BEAUTY EURASIA 2014"

Location: Istanbul-Turkey
Venue: Istanbul Expo Center
Date: 12-14 June 2014

This event is the 10th International Exhibition for Cosmetics, Beauty & Hair.

For more information:
Phone: +902126033333
Fax: +902126033334
Email: info@beautyeurasia.com
Website: www.beautyeurasia.com

"2ND OIC HEALTH EXPO"

Location: Dakar-Republic of Senegal
Venue: Exhibition Center of CICES
Date: 26-29 June 2014

This event offers opportunities for health service providers, pharmaceutical and health equipment companies to promote their products and services at the level of the OIC member countries.

For more information:
Phone: 00221772626466
Fax: 00221338277645
Email: rokhayacices@cicesfidak.com
Website: www.cicessisdak.com

"AL NAJAF AL ASHRAF INTERNATIONAL FAIR FOR MACHINERY, VEHICLES AND EQUIPMENT"

Location: Al Najaf Al Ashraf - Iraq
Date: 01-04 September 2014

This international fair is organized by Golden falcon Fairs.

For more information:
Phone: 0770282999/07901755296
Email: info@goldenfalconfairs.com
Website: www.goldenfalconfairs.com

"FRUVEG EXPO SHANGHAI 2014"

Location: China
Venue: Shanghai Convention & Exhibition Center of International Sourcing.
Date: 20-22 November 2014

This international Fruit & Vegetable trade fair is organized by China Chamber of Commerce for Import and Export of Foodstuffs, Native Produce & Animal By-Products (CFNA), and many other partners are co-organizers.

For more information:
Phone: +86 21 60909581
Fax: +86 21 60909591
Email: sales@fruvegexpo.com
Website: www.fruvegexpo.com

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat, **Administrateur:** Elham Chehaimi Rahal, **Rédacteurs:** Marilyne Jallad, Phillippine De Clermont Tonerre, Youmna Naufal, **Coordinateurs:** Irene Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 162
T: 961 353 390 ext: 162

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

CCIA-BML HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb